

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan Géopolitique et stratégie

N° 100 du 22.12.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Moscou conteste les propos du secrétaire général de l'Onu.

Philip Giraldi : Otan contre Syrie - Des avions de l'Otan à Iskenderun.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Pepe Escobar : L'OTAN rêve d'une guerre civile en Syrie.

1-2 Glen Ford : La transformation de l'OTAN en corps expéditionnaire.

2 Dossier & Point de vue

2-1 Manlio Dinucci - Tommaso Di Francesco : Toute l'Europe sous le poids du « bouclier » USA/OTAN.

2-2 H.W. Gabriel : Un génocide pour compenser des dettes souveraines?

2-3 Dossier – Russie 10 articles)

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Opinion :

Fidel Castro

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN (solde en 2 parties)

Tiré à part :

Moscou conteste les propos du secrétaire général de l'Onu.

Les déclarations du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon sur les actions de l'Otan en Libye tranchent manifestement avec l'avis de nombreux pays membres des Nations unies et du Conseil de sécurité, a annoncé jeudi le porte-parole de la diplomatie russe, Alexandre Loukachevitch, lors d'un point de presse à Moscou.

"Les affirmations du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, selon lesquelles les actions de l'Alliance en Libye étaient strictement conformes à la résolution 1973 du Conseil de sécurité, vont à l'encontre des faits et ne correspondent pas à l'opinion de nombreux pays membres de l'Onu et de son Conseil de sécurité", a indiqué M. Loukachevitch.

Intervenant la semaine dernière devant les journalistes à New York, M. Ban Ki-moon avait déclaré que "l'opération militaire menée par les forces de l'Otan s'était strictement inscrite dans le cadre de la résolution 1973".

Le secrétaire général des Nations unies "est le principal responsable administratif de l'organisation" et il "doit tenir compte des positions de tous les Etats-membres de l'Onu, surtout lorsqu'il s'agit des questions sensibles de l'agenda international", a souligné le diplomate.

Pis, a-t-il fait remarquer, Moscou considère comme "cynique" la thèse selon laquelle l'opération libyenne pourrait constituer un modèle pour le règlement des crises à venir.

M. Loukachevitch a rappelé les violations commises par les pays de l'Otan en Libye, notamment les livraisons d'armes aux rebelles libyens au mépris de l'embargo décrété par le Conseil de sécurité, l'envoi de militaires étrangers dans la zone des opérations et le non-respect des dispositions réglementant la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de ce pays nord-africain.

Le porte-parole a également souligné que les victimes humaines et les destructions d'ouvrages civils occasionnées par les raids aériens de l'Alliance "avaient été confirmées par de nombreux témoins et par des associations internationales de défense des droits de l'homme".

RIA Novosti

22 décembre -

<http://fr.ria.ru/world/20111222/192829539.html>

Philip Girdali : Otan contre Syrie - Des avions de l'Otan à Iskenderun.

Les Américains devraient se faire du souci à propos des événements en Syrie, surtout s'ils envisagent de déclencher, comme en Libye, une guerre qui ne dira pas son nom, mais qui sera bien plus terrible encore. La secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, a d'ailleurs appelé au changement de régime et prédit une guerre, il y a quelques semaines. Et, cela est plus que probable si le régime de Bachar al-Assad, laïc et nationaliste, continue de mettre face à face les sunnites contre les chiites, et contre les Alaouites...[?] Les chrétiens syriens seront quant à eux pris entre deux feux. L'ironie du sort veut que de nombreux chrétiens à Damas sont des Irakiens qui ont fui l'Irak après avoir fait l'expérience de la guerre de libération de leur pays.

L'Otan est déjà engagé clandestinement dans le conflit en Syrie avec pour fondé de pouvoir des Etats-Unis, la Turquie. Le ministre des Affaires étrangères turc a admis, publiquement, que son pays était prêt à envahir dès qu'un accord serait trouvé avec les alliés occidentaux. L'intervention se ferait sur des principes humanitaires, pour défendre la population civile, ce même principe de « responsabilité de protéger » invoqué dans l'affaire libyenne. Des sources turques suggèrent que cette intervention prendrait la forme d'une zone-tampon le long de la frontière turco-syrienne et ensuite s'étendrait ... Alep, la ville la plus grande de Syrie et la plus cosmopolite serait la cerise sur le gâteau pour les forces de libération.

Des avions de l'OTAN à Iskenderun

Des avions de guerre de l'Otan, sans signe de reconnaissance, sont arrivés sur les bases militaires turques près de Iskenderun à la frontière syrienne, déchargeant des armes provenant des arsenaux de Kadhafi ainsi que des volontaires du Conseil National de Transition libyen qui savent comment lancer des volontaires contre des soldats entraînés, comme ils l'ont montré avec l'armée de Kadhafi. Iskenderun est aussi le siège de l'Armée Syrienne Libre, le bras armé du Conseil National Syrien. Les forces spéciales françaises et britanniques entraînent les rebelles syriens tandis que la CIA et les unités des Forces Spéciales US fournissent le matériel de communication et le renseignement afin que les rebelles évitent les grosses concentrations de soldats syriens.

Les analystes de la CIA sont sceptiques quant à la marche vers la guerre. Les rapports des Nations unies faisant état de 3500 morts tués par les forces militaires syriennes proviennent d'informations des rebelles et non jamais été corroborées. La CIA refuse de les prendre en considération. De la même manière, les défections en masse de soldats et les batailles féroces entre déserteurs et soldats loyaux sont une pure fabrication, car, de source indépendante, peu de soldats ont déserté. Les déclarations du gouvernement syrien selon lesquelles il a été attaqué par des rebelles armés, entraînés et financés par des gouvernements étrangers sont plus proches de la vérité.

Aux Etats-Unis, de nombreux amis d'Israël sont dans les fourgons du changement de régime, persuadés qu'une Syrie affaiblie, divisée par la guerre civile, ne présente aucun danger pour Tel-Aviv (...).

Source :

<http://www.theamericanconservative.com/blog/nato-vs-syria/>

« U.S. Congress controlled by AIPAC »: Philip Giraldi au Congrès des Etats-Unis (vidéo : 2'35)

<http://thepassionateattachment.com/2011/05/25/council-for-the-national-interest-u-s-congress-controlled-by-aipac/>

Par Philip Giraldi* (revue de presse : The American Conservative – 19/12/11)

* Philip Giraldi est ancien officier de la CIA. Il dirige le Council for the National Interest (Conseil pour l'Intérêt National), une fondation chargée de promouvoir la politique américaine au Proche-Orient en dehors de toutes pressions étrangères, donc y compris – et surtout - israéliennes.

Traduction : Xavière Jardez - Sous-titre: AFI-Flash

Jeudi 22 décembre 2011

<http://www.france-irak-actualite.com/article-otan-contre-syrie-des-avions-de-l-otan-a-iskenderun-94060187.html>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Pepe Escobar : L'OTAN rêve d'une guerre civile en Syrie.

Chaque grain de sable du désert syrien sait désormais qu'on n'invoquera pas la « responsabilité de protéger » pour aller à une intervention, « humanitaire », de l'OTAN afin de provoquer un changement de régime à Damas. Une guerre prolongée comme en Libye n'est pas possible - bien que ces adeptes irréprochables de la démocratie, la Maison des Saoud, aient offert de payer pour cela, et sans compter.

N'empêche que le brouillard d'une guerre proche reste impénétrable. Qu'en est-il de l'OTAN réellement en Syrie ?

Il est déjà établi (voir Guerre de l'ombre en Syrie - 2 décembre 2011) que l'OTAN a mis en place un centre de commandement et de contrôle dans la province du Hatay, dans le sud de la Turquie, où des commandos britanniques et des gens des renseignements français entraînent la douteuse Armée syrienne libre (ASL). Objectif : fomenter une guerre civile engloutissant le nord de la Syrie.

Aujourd'hui il est confirmé, via le site de Sibel Edmonds, cette ancienne dénonciatrice du FBI américain, qu'un mouvement en tenailles pourrait s'opérer, en impliquant la Jordanie (1).

Edmonds cite des sources locales selon lesquelles des « centaines de soldats de langue non arabe » font « la navette... entre la base aérienne du Roi Hussein à al-Mafraq » et les « villages jordaniens attenants à la frontière syrienne ».

Edmonds soutient que rien de tout cela n'est rapporté dans la presse américaine à cause d'un ordre de se taire qui, en théorie, expire ce mardi. Et n'essayez pas d'interroger le roi Abdullah de Jordanie à ce sujet.

La base d'al-Mafraq se trouve pratiquement aux limites de Dar'a (ville du sud-ouest de la Syrie proche des frontières avec la Jordanie, le Liban et Israël). Beaucoup d'actions sont en cours à Dar'a actuellement - un épïcentre du mouvement anti-Président Bashar al-Assad. Selon l'agence d'informations syrienne, Sana, des forces de sécurité s'y font tuer régulièrement par des « bandes de terroristes ». Pour les « rebelles », ce sont des transfuges militaires patriotiques qui attaquent les voies d'approvisionnement militaires.

Passons au Plan B

En adoptant ce mouvement en tenailles, l'OTAN en Syrie diversifie désormais activement dans une stratégie des années quatre-vingt-dix en Iraq : soumettre la Syrie à un état de siège prolongé avant finalement d'y aller pour tuer.

Mais, bien que l'OTAN soit prête à invoquer Allah pour qu'il en soit autrement, la Syrie n'est pas la Libye. Elle est beaucoup plus petite et compacte, mais plus peuplée et avec une véritable armée aguerrie. En plus d'être immensément éloignés les uns des autres par l'euro-drame actuel, les Britanniques et la France, ancienne puissance coloniale, ont calculé qu'ils avaient tout à perdre économiquement à se lancer dans la folie d'une guerre conventionnelle.

Quant aux opposants inconditionnels syriens - le Conseil national syrien (CNS) -, c'est une plaisanterie. La plupart sont des Frères musulmans, avec un saupoudrage de Kurdes. Leur dirigeant, Burhan Ghalioun, est un opportuniste en exil à Paris, avec un zéro en crédibilité (pour le Syrien moyen) même si dans une récente interview dans le Wall Street Journal, il a multiplié les incantations pour apaiser le lobby pro-israélien (pas d'autres liens avec l'Iran, pas de soutien au Hezbollah au Liban ni au Hamas à Gaza).

L'ASL revendique 15 000 transfuges de l'armée. Mais elle est contaminée par des mercenaires et un grand nombre de civils syriens marqués comme bandes armées. Le CNS, en théorie, est contre la guérilla. Mais c'est exactement ce que pratique activement l'ASL en attaquant les soldats syriens et les bureaux du parti Baas.

La tactique première du CNS pour l'instant est de vendre à l'opinion occidentale l'idée de la « possibilité » d'un cauchemar du style libyen avec un massacre imminent à Homs. Il n'y en guère à y croire - à part les médias privés habituels, véhéments, douteux. Bien que tous deux soient basés à Istanbul, le Conseil national syrien et l'Armée syrienne libre ne semblent pas parvenir à des actions communes ; ils ressemblent à une version mortelle du film The Three Stooges (Les Trois Larbins).

Puis, il y a la Ligue arabe, désormais contrôlée par les Huit Larbins ; les six monarchies du CCG (Conseil de coopération du Golfe, autrement dit le Club de la Contre-révolution du Golfe), plus les « invités » au CCG, le Maroc et la Jordanie. Ces larbins sont les sous-traitants du Grand Moyen-Orient pour l'OTAN avec des stéroïdes (humanitaires). Personne, pour autant, se demande où se trouvaient ces larbins quand Beyrouth et le sud du Liban étaient démolis en 2006, et quand Gaza était démolie à son tour en 2008, dans les deux cas, par Israël. Les larbins n'osent pas remettre en cause les droits divins de l'axe USA/Israël.

Les tactiques de l'OTAN sont claires comme de l'eau de roche depuis un bon moment déjà. La France, sous le libérateur néo-napoléonien de la Libye, le Président Nicolas Sarkozy, se concentre sur une escalade au turbo-compresseur. En même temps, Paris tente de positionner l'escalade et la percée des Frères musulmans dans tout le monde arabe comme répondant à un intérêt stratégique occidental - comme si elles limitaient l'influence iranienne.

Puis, il y a encore le blocus économique dans la durée - impossible sans la coopération de l'Irak (ce qui n'arrivera pas), du Liban (ce qui n'arrivera pas) et de la Jordanie (ce qui pourrait arriver, mais au détriment de la Jordanie).

Mais ce qui fait saliver l'OTAN c'est vraiment de pousser la Turquie à faire le sale boulot.

Irrémédiablement déchirés comme ils le sont, les pays de l'OTAN - dont les États-Unis - ne peuvent tout simplement pas lancer une nouvelle guerre au Moyen-Orient qui ferait exploser le prix du pétrole. Ce que l'OTAN ne peut mesurer, c'est la possibilité d'une guerre sectaire sunnite-chiite ré-éclatant en Iraq. Dans ce cas, le seul refuge serait le Kurdistan iraquien. Et cela permettrait de renforcer l'unité des Kurdes - d'Iraq à la Syrie, de la Turquie à l'Iran. La Turquie dans cette affaire aurait d'autres chats à fouetter que de se trouver mêlée dans une guerre en Syrie.

Le double jeu de la Turquie

Et pourtant, le grand impondérable dans cet échiquier complexe, c'est la Turquie - comme dans ce qui s'est passé précisément avec sa politique étrangère tant louée du « zéro problème avec nos voisins », élaborée par le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu.

Face à l'impuissance de Ryad, et au désarroi du Caire, Ankara semble avoir accaparé le pouvoir de la direction sunnite - ou le rôle de gardien de l'orthodoxie sunnite face aux hérétiques chiites, la plupart venant d'Iran (mais aussi ceux d'Iraq, les alaouites de Syrie et le Hezbollah).

Dans le même temps, pour plaire à l'OTAN et aux USA, Ankara a permis le déploiement d'une défense antimissile sur son territoire - dirigée pas seulement contre l'Iran mais surtout contre la Russie. Sans parler qu'Ankara nourrit le désir secret - et interdit - de « régler » pour de bon le problème kurde en instaurant une zone autonome sur le territoire syrien.

Et Ankara veut aussi faire de l'argent ; les gagnants en Libye sont les intérêts pétroliers britanniques et français, tandis que les perdants en sont les Italiens et les Turcs. Mais jusqu'ici, la Turquie est aussi perdante, surtout dans la province du Hatay près de la frontière syrienne, avec l'annulation d'un accord de libre-échange entre les deux pays.

Au désespoir de l'Occident, le régime Assad est loin d'être étranglé. Pour contrer cet imposant paquet de sanctions de la Ligue arabe et de la Turquie, le régime a accéléré son commerce avec la Chine - par du troc et en contournant le système financier international.

Pas étonnant que Washington ait choisi l'approche à long terme. Il a renvoyé à Damas son ambassadeur Robert Ford - l'ancien assistant du sinistre déstabilisateur du Nicaragua, John Negroponte, alors qu'il était ambassadeur à Bagdad, et actuel passionné de la contre-révolution de la Maison des Saoud.

Ford va avoir beaucoup de temps pour échanger des courriels avec l'opposition syrienne en totale connivence avec l'ancienne puissance coloniale française. A propos de festival de larbins ; c'en est un celui-là qui va bondir pour tailler sa propre niche dans les annales de l'infamie au Moyen-Orient.

Note :

1) - voir l'article : Foreign Troops Begin to Spread Near the Villages of Al-Mafraq - écouter (en anglais) l'entretien avec le journaliste syrien Nizar Nayouf.

17 décembre 2011

Pepe Escobar

* Pepe Escobar est l'auteur de *Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War* (Nimble Books, 2007) et *Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge*. Son dernier livre vient de sortir ; il a pour titre : *Obama does Globalistan* (Nimble Books, 2009).

Il peut être contacté à l'adresse : pepeasia@yahoo.com

samedi 17 décembre 2011 - 06h:50

1-2 Glen Ford : La transformation de l'OTAN en corps expéditionnaire.

Afrique est sans défense face à l'offensive militaire euro-américaine.

Tandis que les USA et leurs alliés de l'OTAN progressent vers le Sud pour renforcer leur emprise sur l'Afrique, après avoir pris possession de la Libye et de ses gigantesques champs pétrolifères, la plupart des dirigeants africains semblent approuver leur réinsertion dans l'Empire. L'AFRICOM se trouve déjà dans une position favorable, où les Africains eux-mêmes l'ont placée.

Les USA et leurs alliés ont entamé une offensive en Afrique et en Asie, une attaque par plusieurs côtés qui dans plusieurs régions rappelle une « blitzkrieg ». Cette agression enragée a débuté avec la transformation de l'OTAN en corps expéditionnaire pour renverser le régime libyen, et s'apprête maintenant à détruire l'ordre laïc syrien. Bien que depuis des années on se soit appuyé sur des plans visant à changer ouvertement ou discrètement les régimes de pays ciblés, en parfait accord avec l'impératif historique du capital mondialisé : soumettre à la matraque la planète entière pour en faire un marché docile aux ordres de Washington, Londres et Paris, l'offensive actuelle s'est heurtée à une évolution imprévue : le cauchemar d'un réveil arabe.

La perspective d'un printemps arabe au début de l'année 2011 a déclenché une véritable hystérie dans les capitales impériales. Brutalement la rue arabe vous plaçait devant votre propre mort géopolitique. Washington comprend très bien que l'émergence de régimes arabes conformes à la volonté populaire conduirait rapidement, selon l'expression chère à Chomsky, à éjecter les USA de la région - sonnante le glas non seulement d'un Occident assoiffé de pétrole, mais aussi des filiales du capital international que constituent les autocraties putrides du Golfe persique.

Visant à des siècles de domination euro-américaine Washington, Londres et Paris se sont hâtés de faire de l'OTAN l'instrument d'une opération « Shock and Awe » contre leur cible préférée en Afrique du Nord : Mouammar Kadhafi. L'onde de choc de cette démonstration de force a jeté dans les rues de Damas les suppôts de l'impérialisme. Mais l'Afrique est la région la plus exposée sur le sentier de guerre des USA - un continent prêt à tomber dans leur escarcelle grâce aux innombrables liens que les classes politiques et militaires africaines entretiennent avec l'impérialisme. Les Etats-Unis et leurs alliés, les Français au premier rang, sont en position de « croquer » la plus grande partie de l'Afrique avec la collaboration de la plupart de ses gouvernements et surtout des militaires.

L'AFRICOM, créée en 2008 par l'administration Bush, et désormais la créature à part entière de la doctrine d'intervention « humanitaire » d'Obama, revendique la responsabilité militaire de tout le continent hors l'Égypte. Le commando militaire US a réuni un nombre impressionnant d'alliances avec des organisations régionales et des blocs de pays représentant tout le continent à quelques exceptions près - d'ailleurs déjà dans le collimateur. Les USA progressent brutalement vers le Sud après avoir conquis la Libye, mais ce sont les Africains eux-mêmes qui leur ont aplani la route.

La guerre menée par les USA en Somalie, qui s'est intensifiée de manière dramatique avec l'invasion éthiopienne soutenue par les USA, a maintenant été légitimée par l'IGAD (International Authority on Development in East Africa), qui inclut l'Éthiopie, le gouvernement somalien fantoche de Mogadiscio, le Kenya, l'Ouganda, Djibouti, protectorat français de facto et nominalement le Soudan.

L'opération - nominale - de l'ONU en Côte d'Ivoire pour renverser le régime de Laurent Gbagbo, dirigée par la France, a été approuvée par l'ECOWAS, l'Union économique qui regroupe 16 États d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

L'AFRICOM organise tous les ans de gigantesques manœuvres militaires du nom d'African Endeavor qui entraîne les armées africaines au maniement des « pratiques standard de communication ». On leur enseigne les procédures de commando et de contrôle états-uniennes sur des équipements militaires US et sous la surveillance de conseillers états-uniens. En 2009, les armées de 29 pays africains avaient pris part à ces manœuvres. Cette année, 40 nations participaient à African Endeavor, soit la majorité des hommes portant les armes en Afrique.

Plus sournoise encore est la doctrine du « soldat à soldat », qui encourage les gradés de même rang des armées états-uniennes et africaines à établir des relations personnelles à tout niveau : général/général, colonel/colonel, major/major et même capitaine/capitaine. L'AFRICOM espère établir ainsi des relations personnelles durables avec les armées africaines, quels que soient les régimes en place.

Au Sahel l'AFRICOM entretient des relations étroites avec pratiquement tous les États qui bordent le Sud du Sahara, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Océan indien, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Il s'agit de la Mauritanie, du Mali, du Tchad et du Niger, plus le Nigeria et le Sénégal. Au Nord, l'AFRICOM maintient les mêmes liens avec les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) et jusqu'à cette année avec la Libye de Kadhafi.

C'est souvent l'AFRICOM qui est la véritable force derrière des interventions dites « africaines ». L'AMISOM, officiellement la prétendue « force de maintien de la paix » en Somalie, se compose en réalité de troupes ougandaises et burundaises, deux gouvernements fantoches au service des USA ; elles fonctionnent comme mercenaires de Washington et sont payées essentiellement par les Américains. 500 soldats venus de Djibouti doivent bientôt s'y joindre. Des années durant l'AMISOM a été la seule force

qui a sauvé le régime fantoche de Mogadiscio de l'anéantissement par la résistance des Shabab. Aujourd'hui les combattants de l'Union africaine ont reçu des renforts et mènent, en commun avec les envahisseurs kenyans et éthiopiens, une offensive destinée à prendre en tenaille les Shabab et à les exterminer. La mort vient du ciel sous forme de drones états-uniens basés en Éthiopie et à Djibouti. Et donc une armée qui se dit le bras armé de l'Union africaine est un outil de guerre états-unien dans la Corne de l'Afrique - un conflit que les Etats-Unis ont allumé et qui est également soutenu par l'alliance régionale de coopération, l'IGAD.

L'invasion de l'Érythrée, adversaire de l'Éthiopie et l'un des rares pays à rester en-dehors de la nébuleuse de l'AFRICOM n'est plus qu'une question de temps. Sans nul doute ce sera l'œuvre des « forces armées africaines », soutenues par les USA et la France. L'Union africaine, mouillée jusqu'au cou, ne s'y opposera sûrement pas.

Dès que le dernier bastion loyal à Kadhafi a été tombé, les interventions « humanitaires » d'Obama se sont profondément enfoncées en Afrique centrale ; 100 hommes des unités spéciales ont été envoyés en Ouganda en vue de missions en République démocratique du Congo, dans la nouvelle nation du Sud-Soudan et en République Centrafricaine, un poste avancé du néocolonialisme français, où les Américains avaient expédié le Président haïtien Jean Bertrand Aristide après son enlèvement en 2004. Il est vraisemblable que les « bérets verts » états-uniens viendront à bout des 2000 combattants (environ) de la Lord's Liberation Army - une force que les Ougandais auraient été à même d'anéantir à eux seuls, s'ils n'avaient été occupés à jouer les mercenaires des USA dans tout le continent. (Dans cette région, le second tueur loyal aux USA est le Rwanda, que l'ONU rend responsable de la mort de millions de Congolais).

L'agression contre la Libye était devenue inévitable dès lors que le Nigéria, l'Afrique du Sud et le Gabon s'étaient déshonorés en approuvant la zone d'exclusion aérienne proposée par le Conseil de sécurité de l'ONU. L'onde de choc de l'offensive euro-américaine s'étend vers les Sud et embrasera bientôt le continent entier. La Corne de l'Afrique n'est déjà plus qu'un champ de bataille où règnent le feu et la famine, œuvre des Américains, mais avec le soutien total des Africains et de leurs institutions régionales. En Occident, l'ECOWAS sert de légitimation à la politique impériale, pendant qu'au Sahel les Africains se battent pour trouver des objectifs appropriés aux Américains. Tous les ans les Américains réunissent les militaires du continent pour leur apprendre le commandement et le contrôle de leurs troupes, ce qui rend leurs armées incapables de résister au véritable ennemi : les USA et l'OTAN.

Trompée par une classe politico-militaire désireuse de s'intégrer à tout prix dans le système impérial, l'Afrique est sans défense face à l'agression euro-américaine.

Seuls les bidonvilles et le bush peuvent détourner cette catastrophe. S'ils veulent résister aux Américains et aux Européens, les Africains doivent en premier lieu lutter contre leurs propres gouvernements

NdlT: J'ai traduit ce texte car il me semble rectifier un peu la désinformation scandaleuse qui a cours dans les médias français. Cependant je doute que Kadhafi ait jamais joué un rôle positif et en ce qui

concerne la Syrie je juge urgent d'attendre. En outre je considère que la France n'est autre chose que le jouet des USA dans cette affaire (et en train de perdre son statut de puissance coloniale, ce dont je me réjouirais si c'était au profit des Africains eux-mêmes et non du monde anglo-saxon.) Enfin je regrette que ce texte ignore totalement les intérêts impérialistes des nouveaux pays émergents, principalement l'Inde et la Chine, qui s'approprient notamment les riches terres agricoles africaines, dont ils ont - contrairement aux USA et à l'Europe, intéressés par les seules richesses du sous-sol ainsi que par une main-d'oeuvre sous-payée - un besoin urgent. Inde et Chine doivent en effet nourrir une population pléthorique sur des surfaces chaque jour réduites par l'industrialisation et le mode de vie occidental. L'article ne voit donc pas que le malheureux continent africain est un terrain de conquête où s'affronte le reste du monde. Ceci posé, Dumont avait raison quand il écrivait, voici déjà près de quarante ans: l'Afrique noire est mal partie.

Glen Ford

Traduit par Michèle Mialane

Merci à Black Agenda Report

Source: <http://www.blackagendareport.com/content/africa-lies-naked-euro-american-military-offensive>

Date de parution de l'article original: 30/11/2011

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6405>

2 Dossier & Point de vue

2-1 Manlio Dinucci - Tommaso Di Francesco : Toute l'Europe sous le poids du « bouclier » USA/OTAN.

Ce 25 novembre, le président russe Medvedev a accusé les Etats-Unis d'avoir imposé à leurs alliés le « bouclier anti-missiles » en Europe, prévenant de nouveau que la Russie prendrait des contre-mesures parmi lesquelles l'installation dans l'enclave de Kaliningrad d'un nouveau système radar et de missiles mobiles Iskander à courte portée (jusqu'à 500Kms), qui peuvent transporter aussi des têtes nucléaires.

Est-ce un bluff dans la campagne électorale, en vue des législatives du 4 décembre et des présidentielles du 4 mars ? Sans aucun doute Medvedev et Poutine, qui sont en train de perdre des consensus, haussent-ils le ton pour montrer que sous leur direction la Russie ne courbe pas la tête face à l'extra-puissance USA/OTAN. Mais on ne peut pas réduire la question à une simple manœuvre électorale.

On assiste en Russie à l'accroissement, surtout dans les forces armées, d'un sentiment anti-USA, motivé en particulier par la décision de l'administration Obama de réaliser à n'importe quel prix le « bouclier » en Europe. A Washington on continue de répéter que celui-ci n'est pas dirigé contre la Russie, mais servira à faire face à la menace des missiles iraniens. A Moscou on le considère par contre comme une tentative de prendre un avantage stratégique décisif contre la Russie. Le nouveau plan prévoit, en regard du précédent, un nombre plus grand de missiles déployés encore plus près du territoire russe. En outre, comme ce seront les USA qui le contrôleront, personne ne pourra savoir si ce sont des intercepteurs ou des missiles pour l'attaque nucléaire. Et, avec les nouveaux systèmes aérotransportés et satellitaires, le Pentagone pourra surveiller le territoire russe plus efficacement que ce qu'il n'est en mesure de faire aujourd'hui.

Le contentieux s'est exacerbé ces derniers mois. En avril, les USA ont opéré « le test le plus réussi du système de défense anti-missile qu'ils déploieront en Europe ».

En mai, la Roumanie a consenti à l'installation sur son propre territoire de missiles mobiles étasuniens Sm-3, qui s

eront déployés aussi en Pologne. En ce point, Moscou a demandé à Washington des « garanties légales » que le système n'est pas dirigé contre la Russie, en proposant un traité Russie/OTAN dans lequel soient spécifiés le nombre, les types et les lieux de l'installation des missiles et des radars. Mais, en juin, le secrétaire général de l'OTAN Rasmussen a rejeté la proposition, sous prétexte que la question peut être résolue par une « plus grande confiance » et non pas avec des « formules légales compliquées qui rendraient difficile le consensus et la ratification entre les 28 pays membres de l'OTAN et la Russie ». Immédiatement après les USA ont envoyé en Mer Noire le croiseur Monterrey, doté d'un système Aegis anti-missiles, et la Russie a protesté. En septembre, la Turquie a annoncé vouloir installer, sur son propre territoire et d'ici la fin de l'année, un des radars du « bouclier » étasunien ; et la Russie a de nouveau demandé des garanties à cet égard. En octobre, les Etats-Unis ont stipulé un accord avec l'Espagne, qui leur permet d'utiliser la base de Rota pour faire stationner en permanence en Méditerranée et dans l'Atlantique orientale des navires de guerre dotés du système Aegis anti-missiles.

En même temps, les USA ont annoncé que des radars anti-missiles seront installés en Europe méridionale (à coup sûr aussi en Italie), pour « protéger tout le territoire de l'OTAN », et que les missiles Sm-3, seront ensuite remplacés par des missiles en mesure d'intercepter non seulement ceux à courte et moyenne portée, mais aussi les missiles balistiques intercontinentaux. L'objectif stratégique est évident :

si les Etats-Unis arrivaient un jour à réaliser un « bouclier » anti-missiles fiable, ils seraient en mesure de lancer un first strike contre un pays doté lui aussi d'armes nucléaires, comme la Russie, confiants dans la capacité du « bouclier » de neutraliser les effets de représailles.

Le « bouclier », que la Russie entend opposer avec « des méthodes adéquates et asymétriques », ne servira donc pas à garantir une « Europe plus sûre ». Du tac au tac, il sera utilisé par Washington pour créer de nouvelles tensions, et justifier un renforcement ultérieur de sa présence militaire en Europe. Afin d'attacher toujours plus les pays de l'Europe orientale à la remorque des USA et de maintenir leur leadership sur ceux de l'Europe occidentale.

Edition de samedi 26 novembre 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27918>

Voir aussi, 25 novembre :

Missiles : Rasmussen « très déçu » par la réaction de Moscou

Manlio Dinucci - Tommaso Di Francesco

Samedi 26 novembre 2011

<http://www.voltairenet.org/Missiles-Rasmussen-tres-decu-par>

Une nouvelle guerre au Proche-Orient?

2-2 H.W. Gabriel : Un génocide pour compenser des dettes souveraines?

hd. Le texte ci-dessous examine à la loupe avec objectivité et précision la situation actuelle et ses dangers. Il est inadmissible que tous les pays européens associent l'OTAN à la guerre contre l'Iran en

préparation aux Etats-Unis et en Israël. Les pays démocratiques, avec leurs pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ont le droit de prendre eux-mêmes leurs décisions existentielles. La politique d'alliance d'avant la Première Guerre mondiale a entraîné un pays après l'autre dans la catastrophe: répéter cela serait criminel. Les Etats-Unis ont suffisamment à faire chez eux. C'est là qu'ils doivent prouver qu'ils sont capables de démocratie et qu'ils peuvent apporter leur contribution à la construction de l'avenir.

Le contexte

Ce n'est un secret pour personne que les guerres de Corée, du Vietnam, d'Irak, du Liban, d'Afghanistan et de Libye ont été financées à crédit. Au moyen âge déjà les Fugger prêtaient de l'argent à l'Empereur pour financer ses guerres.

La crise des dettes et des monnaies dans les zones dollar et euro

Aujourd'hui, faute de victoires rentables et en raison de la récession, il est impossible de rembourser les dettes et d'en payer les intérêts.

Pour différer l'effondrement des «monnaies de guerre» – un peu après 2013 – on commence par traire la vache à lait qu'est la zone euro (puis ce sera le tour de la Suisse). Cette zone euro est considérée comme une vassale contrainte de payer un tribut. Comme cette mesure, en cas d'effondrement de l'euro, ne permettra pas de mettre la main sur l'économie européenne, les dettes de guerre subsisteront.

L'abandon de l'euro contraindra l'Europe à adopter la monnaie des Etats-Unis et à participer à leur jeux guerriers avec une OTAN soumise au dollar dans laquelle les Européens seraient réduits au rôle de chair à canon incapable de se défendre. Le recours à l'OTAN sur ordre des possesseurs des banques centrales est un cauchemar.

On n'a pas encore expliqué aux populations avec quelle dureté et quelle énergie criminelle on mène la guerre des monnaies (euro contre dollar et livre anglaise). Elles seraient étonnées de voir comment les alliés et les amis se comportent entre eux.

Montée en puissance politique et économique des pays BRICS

L'association encore assez lâche des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) devrait évoluer vers une union monétaire indépendante du dollar. Les Etats endettés vont prendre toutes sortes de mesures pour éviter au dollar de perdre son statut de monnaie de réserve. La première sera sans doute de chercher à couper la Chine et l'Inde de leurs fournisseurs de matières premières, notamment l'Iran.

Affaiblissement de la puissance occidentale en raison de la prolifération nucléaire

Pourquoi le nombre des pays disposant de l'arme nucléaire a-t-il augmenté? D'après le Traité de non-prolifération nucléaire, seuls 5 pays ont le droit de posséder l'arme nucléaire: les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne et la France. Or Israël, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord la possèdent également.

En outre, quelque 15 autres pays seraient capables de fabriquer rapidement des armes nucléaires. Il s'agirait d'une solution politique valable et difficilement attaquable (one week to the bomb).

Comment en est-on arrivé à cette dégradation de la situation? Voici quelques explications:

- a) Le volume des matériaux nécessaires à la production des armes nucléaires s'est réduit et leur contrôle est devenu plus difficile.
- b) L'AIEA ne contrôle strictement que les Etats qui ne sont pas protégés par l'Occident. Il a délibérément fermé les yeux en ce qui concerne Israël et l'Afrique du Sud.
- c) Le Traité de non-prolifération nucléaire n'a pas été respecté par les puissances nucléaires. Elles n'ont pas désarmé et vont même jusqu'à menacer les Etats non nucléaires d'utiliser des armes nucléaires à leur encontre.
 - Le croisé Bush a même réussi l'exploit, en 2002, de menacer ses «Etats voyous», notamment la Corée du Nord, la Syrie, le Liban et l'Iran, de les attaquer avec des armes nucléaires miniaturisées et il a justifié la guerre contre l'Irak à l'aide du mensonge concernant l'existence «prouvée» d'armes de destruction massive.
 - Le même Bush a menacé la Suisse de lui envoyer un missile de croisière si elle ne se comportait pas comme il l'entendait.
 - En 2002, des politiques israéliens ont déclaré en toute amitié que si l'on ne soutenait pas Israël, celui-ci pourrait envoyer des missiles également sur des villes européennes.
 - En 2006, l'Etat hébreu a attaqué le Liban sous prétexte de libérer un unique soldat prisonnier. Il est absolument certain que lors des bombardements massifs on a utilisé des mini-bombes nucléaires anti-bunkers (preuves: les dimensions, les lignes spectrales et du béryllium 7). Cette attaque, prévue depuis longtemps, était destinée à tester l'efficacité de ces armes et la capacité de résistance des chiites. Mais la guerre n'était pas uniquement dirigée contre la population chiite, mais contre la population tout entière, également contre les chrétiens.

Parmi les 1600 morts se trouvaient, semble-t-il, plus de 20 citoyens allemands.

Israël a perdu la face devant une milice qui défendait son pays avec motivation.

 - Comme on a pu le lire dans la presse, il est prévu de livrer aux Etats sunnites du Golfe un grand nombre de mini-bombes anti-bunker. Honni soit qui mal y pense.

Dans une telle situation, il n'est pas étonnant que les Etats menacés cherchent à rétablir l'équilibre en matière d'armement.

La prolifération nucléaire résulte du fait que des politiques imbéciles et mégalomaniaques menacent d'utiliser l'arme nucléaire. Dans l'intérêt de la communauté internationale, on devrait les priver de ces armes de destruction massive. En particulier depuis qu'ils ont exprimé leurs fantasmes contraires au droit international et à l'éthique en disant: «Si quelqu'un a l'intention de te tuer, tue-le le premier.»

Montée en puissance

des forces religieuses fondamentalistes

Les musulmans d'Allemagne sont persuadés que l'islam finira par être victorieux en Europe parce que les chrétiens ne sont plus pratiquants et se contentent du baptême religieux. La «radicalisation» des religions se manifeste de la manière suivante:

- Les groupes sunnites d'Arabie saoudite sont responsables de presque tous les attentats terroristes. Ils préparent l'anéantissement des chiites, c'est-à-dire de l'Iran. Al-Qaida s'est développé librement en Arabie saoudite, pays particulièrement protégé par les Etats-Unis.
- Aux Etats-Unis, le développement des religions et des sectes a créé d'énormes centres de pouvoir clandestins. Or on n'a guère parlé jusqu'ici de leur influence.
- Les juifs orthodoxes ont assassiné leur propre président Rabin en 1995, les musulmans orthodoxes leur président Sadate et les musulmans pakistanais leur candidate à la présidence Bhutto.
- La fondation de l'«Etat théocratique chiite d'Iran» en 1979 a renforcé la confiance en eux de tous les groupes islamistes, réduit l'influence économique et renforcé les mouvements de libération de tout le Proche-Orient.

En 1980, l'Occident chrétien a poussé son allié sunnite Saddam Hussein à attaquer l'Iran pour le faire exécuter par la suite après son échec.

- La politique israélienne est essentiellement déterminée par de petits partis orthodoxes qui souhaitent également établir une théocratie et un Grand-Israël.
- Les groupes dont on bénit les armes, qui considèrent qu'ils appartiennent à un peuple élu, à une race de seigneurs, qui se croient des guerriers de Dieu, sont toujours enclins à mépriser les intérêts d'autrui, à pratiquer la violence, notamment les attentats-suicides.

Manipulation des mouvements de libération musulmans pour préparer des guerres économiques et religieuses

En particulier dans le monde arabe, les mouvements de libération se développent contre les despotes et les influences postcoloniales.

Comme dans l'islam le Coran sert de ligne de conduite de vie, une démocratie indépendante de la religion a peu de chance de se développer.

Le slogan «Nous vous apportons la démocratie» n'est qu'une justification des guerres économiques et de la déstabilisation intérieure. En voici quelques exemples:

- a) Après les élections présidentielles iraniennes de 2009, la presse mondiale a prétendu qu'il y avait eu des «fraudes électorales», que ce n'était pas Ahmadinejad qui était vainqueur mais son adversaire Mousavi. Le porte-parole pour l'étranger de Mousavi, le dénommé Mohsem Makhmalbat en aurait fourni les preuves. Or Mousavi a dû reconnaître qu'il n'avait pas de porte-parole. La presse n'a pas cessé de participer à la déstabilisation: elle continue de nourrir des clichés négatifs alors qu'elle ignore l'origine des personnes et des influences.
- b) En 2005, la Syrie a été accusée d'avoir assassiné Hariri. C'est ce qu'affirmait un procureur allemand sur la base d'informations des Services secrets. Or deux ans après, il s'avéra que ses sources étaient des faux. L'assassinat de Hariri est le résultat d'une attaque aérienne, comme bien d'autres assassinats. Actuellement, déstabilise-t-on la Syrie pour éliminer un allié de l'Iran?

c) Au Koweït, les députés au Parlement ont reçu 350 millions de dollars de pots-de-vin. Un mouvement de protestation occupe le Parlement. L'Emir et le Premier ministre criminalisent l'opposition et protègent les parlementaires corrompus.

Options de l'Occident pour conserver son pouvoir économique et militaire

La meilleure option de l'Occident serait une politique fondée sur le christianisme et la Révolution française. Or, étant donné les structures de pouvoir actuelles, elle a peu de chance de se réaliser. Avec la mentalité intacte de cow-boy, c'est l'option militaire qui domine.

Malheureusement, il faut partir de l'hypothèse qu'une attaque ponctuelle des installations nucléaires iraniennes va entraîner une guerre s'étendant à tout le Proche-Orient et dégénérant en guerre mondiale. On ne peut mettre un coup d'arrêt à cette évolution que si l'on parvient à exposer les vrais motifs d'une guerre: il n'y a pas de menace existentielle réelle; la guerre ne sert qu'à permettre à des oligarchies et à leur système financier de se maintenir.

Si tant est que l'on a imposé à nos démocraties un système financier oligarchique reposant sur le fonctionnement de la planche à billet, l'escroquerie, les intérêts usuraires et le financement caché des guerres, on peut l'éliminer pour des raisons aussi bien juridiques qu'éthiques. Cette option est plus humaine qu'une guerre mondiale ayant recours à des armes classiques, biologiques et nucléaires.

Aspects d'une guerre contre l'Iran.

Pour justifier une attaque contre l'Iran, on invoque le rapport de l'AIEA (dirigé par le Japonais Amano) qui contient des allusions à d'anciens programmes d'armes nucléaires de l'Iran. Ici aussi des informations non vérifiables des Services secrets jouent un rôle essentiel.

Ce sont précisément d'anciens utilisateurs des installations pétrolières de l'Iran (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas) qui menacent l'Iran de guerre.

Quatre puissances nucléaires (si l'on compte Israël qui a développé l'arme nucléaire en secret) menacent un pays libre supposé posséder l'arme nucléaire.

Ces quatre pays membres de l'OTAN pourraient entraîner dans l'abîme toute l'Alliance atlantique en invoquant la clause de défense mutuelle.

Considérons objectivement les chances de réussite d'une attaque:

Adversaires en présence

Sont favorables à l'attaque:

officiellement: Les Etats-Unis,

la Grande-Bretagne, Israël, les Pays-Bas

officieusement: L'Arabie saoudite, les Emirats

Sont opposés:

Officiellement: l'Iran, la Syrie,

le Liban-Hezbollah, l'Irak

Officieusement: Gaza, l'Egypte, la Chine, la Russie

Ouverture des hostilités

Ce sont des réflexions tactiques et d'éventuelles feintes qui détermineront qui ouvre les hostilités. On peut supposer qu'on aura affaire à une guerre de missiles entre Israël/Etats-Unis et l'Iran.

Israël:

Superficie: 20 000 km²

Population: 4,4 millions, dont 82% de juifs

210 habitants/km²

Iran:

Superficie: 1 648 000 km² (80 fois plus qu'Israël!)

Population: 56 millions (14 fois plus

qu'Israël!)

33 habitants/km²

Distances/Délais de préalerte pour les missiles

Israël-Iran ou Iran-Israël (1300 km): 0,5–2 heures

Sous-marin israélien ayant pénétré dans

le golfe Persique: 10 minutes

Syrie/Liban-Israël (10–200 km): 5–20 minutes

Installations nucléaires connues

Iran: 8

Israël: 16 (une liste a été publiée qui indique les sites avec précision)

Les armes et leurs effets

(hypothèses reposant sur des éléments réels)

Dans un premier temps, il ne faut pas s'attendre à une guerre au sol.

On suppose que les deux adversaires utiliseront des armes nucléaires tactiques.

Ils disposent tous les deux de systèmes porteurs.

Les systèmes porteurs israéliens ont une électronique d'excellente qualité, mais ne pourraient pas toujours résister aux impulsions électromagnétiques (IEM).

On peut considérer les systèmes anti-missiles comme en grande partie inutiles.

Depuis les années 1960, Israël possède des armes nucléaires stratégiques et tactiques. Les chiffres avancés oscillent entre 200 et 500. En outre, il possède une grande quantité de mini-bombes nucléaires anti-bunkers.

Les systèmes porteurs (missiles) iraniens devraient pour la plupart fonctionner sans commande vulnérable aux IEM: ils sont moins vulnérables mais moins précis.

Selon toute vraisemblance, l'Iran ne possédait pas d'armes nucléaires avant 2002. Mais un Etat menacé de 56 millions d'habitants et possédant 22 universités est en mesure de fabriquer des bombes nucléaires dans un délai de 3 à 6 ans. Il n'a pas besoin pour cela (comme on nous le fait croire) d'usines d'enrichissement d'uranium de grande taille.

Pour affirmer cela, nous fondons notamment sur ce qui s'est passé au Pakistan, en Irak et dans une douzaine de pays nucléaires émergents.

Ceux qui ne veulent pas reconnaître ces faits cherchent à faire croire à l'opinion que nous vivons dans un monde où tout va bien et à lui cacher l'échec des instances de contrôle.

Les études préparatoires concernant l'Irak (dans la mesure où les données et les documents à ce sujet ont continué à être remis après 2002) permettent d'estimer quelles armes nucléaires ont été utilisées et combien peuvent être assemblées dans un bref délai. Leur nombre dépend des besoins de la défense et leurs spécifications de la technologie utilisée (très probablement la fusion par confinement inertiel /FCI).

Les armes nucléaires tactiques ont une puissance explosive de moins de 5000 tonnes de TNT (1/3 de la bombe d'Hiroshima) mais, selon une définition incompréhensible de l'ONU et de l'AIEA, ne sont pas considérées comme des armes de destruction massive.

Les mini-bombes nucléaires d'environ 0,1 t de TNT – qui, en ce qui concerne leurs effets, ne peuvent guère être considérées comme des armes nucléaires – suffisent pour faire sauter des bunkers.

Même le Pakistan, comme beaucoup d'autres Etats, a été capable de fabriquer des mini-bombes nucléaires grâce à la technologie de la FCI.

Si l'on utilise, pour attaquer un centre nucléaire, outre un grand nombre de mini-bombes anti-bunkers, une bombe tactique de 4 kt de TNT, mise à feu à une altitude de 500 m, on détruit chaque fois toute vie humaine ainsi que les communications sur une superficie de 50 à 100 km².

Pour l'Iran, cela représente jusqu'à 26 000 morts et personnes vouées à la mort et pour Israël 330 000.

Si l'on prend pour base non pas la densité moyenne de population mais celle des centres urbains, le nombre des victimes – pour la plupart civiles – tuées augmente d'un facteur 1,5 à 3.

Une extension de la guerre aurait pour but d'anéantir les populations chiites d'Iran et d'Irak. Alors des millions de musulmans s'attaqueraient aux «chrétiens» du Proche-Orient et d'ailleurs.

On devrait moins songer à une extension de la guerre qu'aux moyens d'éviter la guerre.

Remontons le cours de l'histoire

En 538 av. J.-C., le roi de Perse Cyrus II permit aux juifs de rentrer chez eux après leur captivité à Babylone et de reconstruire le Temple de Jérusalem. Il reconnut la Thora comme loi d'Etat.

En 70 apr. J.-C., des juifs rebelles se réfugièrent, au mépris de la règle religieuse, dans le Temple qui fut incendié (contre la volonté du général romain Titus). La phrase suivante de ce dernier nous est parvenue: «Les juifs ne savent pas quand ils ont perdu une guerre.»

En 73, les derniers rebelles commencèrent à se suicider à Massada après avoir tué leurs femmes et leurs enfants. Le serment «Plus jamais Massada ne tombera!» peut être interprété de diverses manières.

Devoirs des Européens

La situation économique et sécuritaire exige des décideurs politiques européens un changement de cap afin de satisfaire aux intérêts de leurs populations.

Une première mesure devrait être d'unir les forces européennes comme cela s'est produit de manière exemplaire au Grütli.

Il faudrait examiner objectivement les problèmes posés par les anciennes alliances et amitiés et décider de nouvelles alliances.

300 millions d'Européens ne doivent pas se laisser asservir par des potentats étrangers. Ils doivent renforcer considérablement leur capacité de défense.

H.W. Gabriel,

ingénieur •

<http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3024Syrie>

2-3 Dossier - Russie

RIA Novosti : Moscou dénonce le soutien US à certaines forces politiques russes.

Commentant la remarque critique de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton sur les récentes élections législatives en Russie, le président de la commission des affaires internationales de la Douma, Konstantin Kossatchev, a mis en garde Washington contre un soutien direct à certaines forces politiques russes.

Lors de la réunion des chefs de diplomatie de l'OSCE, tenue le 6 décembre à Vilnius, Mme Clinton a déclaré que ces élections n'étaient "ni libres ni justes".

"Inutile de dire que cette déclaration ne contribue pas à améliorer l'ambiance dans nos relations", a affirmé M. Kossatchev.

"Si la partie américaine tente de soutenir directement ceux que Mme Clinton qualifie de «démocrates», notre réaction sera forte et conséquente", a-t-il affirmé, ajoutant que les élections législatives constituaient une affaire intérieure de la Russie.

"Seuls les avis des observateurs invités conformément aux engagements internationaux de Moscou sont légitimes pour notre pays", a souligné le député.

Après avoir rappelé que les missions d'observation avaient déjà publié leurs conclusions préliminaires, il a indiqué que la déclaration de la secrétaire d'Etat américaine avait visiblement pour but d'inviter les observateurs à "émettre définitivement un avis défavorable".

Les missions d'observation européennes ont en effet constaté lundi des cas de fraude, dont l'introduction de bulletins fictifs dans les urnes de certains bureaux de vote et des comportements visant à entraver l'activité des observateurs.

Dans le même temps, elles ont fortement apprécié le déroulement du scrutin, soulignant que leurs remarques revêtaient un caractère principalement technique. Ainsi, d'après l'observateur polonais et directeur du Centre européen d'analyse géopolitique, Mateusz Piskorski, les irrégularités constatées n'ont pas pu influencer sur les résultats des élections.

RIA Novosti

6/12

Washington pris à contre-pied par le «printemps russe»

La secrétaire d'État Hillary Clinton est montée au créneau, dénonçant «le bourrage des urnes» et la «manipulation des listes de votants».

Obama ne s'est toujours pas exprimé sur les protestations populaires qui s'étendent à travers la Russie, perçant peu à peu la glace de l'autoritarisme poutinien. Très à l'aise dans ce rôle, la secrétaire d'État Hillary Clinton est montée au créneau, dénonçant haut et clair «le bourrage des urnes», «la manipulation des listes de votants», et rappelant le droit des électeurs à «des élections honnêtes, libres et transparentes». Elle a suscité la fureur de Poutine, qui, fidèle à la tradition soviétique bien établie de recherche d'un ennemi imaginaire extérieur, accuse l'Amérique d'être la cinquième colonne organisant le mécontentement.

Barack Obama va avoir du mal à ne pas surenchérir, même si cela doit se traduire par une remise en cause de la politique du reset, (le «redémarrage») de la relation russo-américaine, sous son Administration. L'équipe du président n'a cessé de présenter, avec un optimisme exagéré, le dossier russe, comme un «succès majeur». Dès son arrivée, Obama avait décidé de mettre fin à la stratégie active de soutien à la démocratisation de l'ancien espace soviétique de son prédécesseur pour renouer le dialogue avec Moscou. La realpolitik primait désormais sur «les valeurs». Cette approche avait porté quelques fruits, permettant notamment d'ouvrir le passage des équipements américains vers l'Afghanistan à travers la Russie. Le reset avait surtout débouché sur la signature, l'an dernier, d'un nouveau traité de réduction des armements stratégiques. Mais au fur et à mesure, le caractère naïf et de très court terme du «rapprochement» est apparu au grand jour.

Les candidats républicains sont muets

La Russie n'a rien cédé ou presque sur l'Iran, ni sur la Syrie. Surtout, elle a maintenu sa rhétorique antiaméricaine primaire pour en tirer des gains intérieurs. Récemment, le président Medvedev, présenté à Washington comme l'interlocuteur idéal, menaçait de braquer des missiles installés à Kaliningrad sur les éléments du bouclier antimissile américain en Europe. Puis il est apparu que Medvedev allait perdre son poste au profit de Poutine, révélant le caractère dérisoire des «liens personnels» tissés par Washington avec un président sans vrais pouvoirs. Cela faisait beaucoup de déconvenues. Mais avec le retour du peuple dans l'équation politique, le reset, bien ébranlé, devient caduc.

Le président doit montrer que «Washington observera la conduite de la présidentielle russe de mars», en conclut David Kramer, président de l'ONG Freedom House. «Il doit dissiper le mythe selon lequel les États-Unis resteront silencieux simplement pour préserver des relations amicales», insiste-t-il, appelant Obama à ne pas répéter la timidité prudente qui lui a tant été reprochée pendant la révolution populaire iranienne de 2009. «La combinaison de stagnation politique et de corruption croissante sous Poutine est vouée à la crise (comme au Moyen-Orient)», diagnostique Kramer. Fervent critique du reset, le sénateur républicain McCain lui fait écho: «Le printemps russe arrive», a-t-il tweetté. Curieusement, pour l'instant, les candidats républicains restent aussi muets qu'Obama sur le sujet.

Figaro,

12/12

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/12/12/01003-20111212ARTFIG00548-washington-pris-a-contre-pied-par-le-printemps-russe.php>

Le Parlement européen réclame de nouvelles élections en Russie.

Le Parlement européen a adopté mercredi à Strasbourg une résolution dans laquelle il a demandé la tenue de nouvelles élections "libres et équitables" en Russie, en raison des "cas de fraude" constatés au cours du scrutin législatif du 4 décembre dernier.

Dans une résolution non législative, le Parlement européen exige l'ouverture immédiate d'une enquête complète sur les cas de fraude et d'intimidation signalés lors des élections législatives en Russie.

Pour les eurodéputés, "le déroulement des élections a montré que la Russie ne respectait pas les normes électorales de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe)".

La résolution du Parlement européen demande que "de nouvelles élections libres et régulières soient organisées après l'enregistrement de tous les partis d'opposition".

En outre, elle demande au président du Conseil européen, au président de la Commission européenne et à la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères de "soulever la question des élections au sommet UE-Russie", prévu le 15 décembre à Bruxelles.

15-12

Xinhua,

Législatives: la Russie indignée par la résolution du Parlement européen.

Le Conseil de la Chambre publique de la Russie s'est dit surpris par la résolution du Parlement européen qualifiant les législatives du 4 décembre en Russie d'illégitimes, et estime qu'elle constitue une ingérence révoltante dans les affaires intérieures du pays, annonce jeudi un communiqué du Conseil dont RIA Novosti a obtenu copie.

"Cette résolution constitue un acte révoltant d'ingérence dans les affaires intérieures de la Fédération de Russie, ainsi qu'une tentative de déstabiliser la situation politique et sociale dans notre pays, qui a été entreprise sans avoir pris connaissance des faits réels", indique le communiqué.

Selon les membres du Conseil, cette résolution frise la provocation, "puisque les parlementaires européens étaient parfaitement capables de s'attendre à une réaction de la société russe face à une pareille action, insultante pour tout Etat souverain".

Mercredi, le Parlement européen a demandé à la Russie d'organiser de nouvelles élections législatives "libres et régulières" après les irrégularités et les fraudes constatées le 4 décembre.

Les députés européens ont rappelé les conclusions préliminaires de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), "faisant état de violations des procédures, de manque d'impartialité des médias, de harcèlement des observateurs indépendants et de non séparation entre le parti (majoritaire) et l'Etat".

RIA Novosti

MOSCOU, 15 décembre –

<http://fr.rian.ru/world/20111215/192721850.html>

Elections en Russie: Clinton soutient les droits du peuple russe.

BRUXELLES - La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré jeudi que les Etats-Unis soutenaient les droits du peuple russe et ses espoirs pour un avenir meilleur, à la suite des élections législatives dont les résultats sont contestés.

Nous avons exprimé nos préoccupations, que nous estimions fondées, sur la conduite des élections. Et nous soutenons les droits et les aspirations du peuple russe à réaliser des progrès et à espérer un avenir meilleur, a indiqué Mme Clinton au cours d'une conférence de presse au siège de l'Otan à Bruxelles.

La chef de la diplomatie américaine était interrogée sur les déclarations du Premier ministre russe Vladimir Poutine, qui a accusé jeudi les Etats-Unis d'avoir fomenté la contestation contre les législatives.

[...]

Pour savoir ce qu'est exactement la National Endowment for Democracy, voir La NED, vitrine légale de la CIA <http://www.voltairenet.org/La-NED-vitrine-legale-de-la-CIA>

Depuis 30 ans, la National Endowment for Democracy (NED) sous-traite la partie légale des opérations illégales de la CIA. Sans éveiller de soupçons, elle a mis en place le plus vaste réseau de corruption du monde, achetant syndicats ouvriers et patronaux, partis politiques de gauche et de droite, pour qu'ils défendent les intérêts des Etats-Unis au lieu de ceux de leurs membres.

AFP / 08 décembre 2011

cf aussi http://www.iefd.org/articles/trojan_horse.php (William Blum)

L'ONG Golos, chargée de surveiller les élections russes.

Perquisitions, intimidations, révélations douteuses : l'ONG Golos, active dans l'observation du processus électoral en Russie, est dans le collimateur des autorités. "On nous a déclaré la guerre", affirme Grigori Melkonians, son directeur adjoint. Tout a commencé le 27 novembre, au congrès de Russie Unie quand Vladimir Poutine a " accepté " d'être le candidat du parti à la présidentielle de 2012.

L'ancien sous-officier du KGB (services de sécurité soviétiques) s'est lancé dans sa diatribe favorite contre les "bénéficiaires de subventions étrangères", qui reçoivent leurs "instructions de l'étranger " pour influencer le processus électoral en Russie.

" C'était un signal envoyé à toutes les ONG qui reçoivent des fonds de l'étranger ", explique Olga Novossad, militante de longue date de Golos. Créée en 2000 pour assurer la tenue d'élections justes, Golos est en partie financée par la Commission européenne et par la Fondation américaine pour la démocratie (NED), un motif suffisant pour la désigner à la vindicte des autorités, persuadées que sa mission secrète est de fomenter une révolution.

[...]

Au paroxysme du déchaînement contre Golos, la chaîne de télévision NTV, contrôlée par Iouri Kovaltchouk, un proche de Vladimir Poutine, a diffusé, vendredi 2 décembre, un film accusant l'ONG

d'agir pour le compte des "services secrets étrangers ", ceux des Etats-Unis surtout. "Une bonne partie de ces ONG cherche à falsifier les élections " , a confirmé le député pro-Kremlin Sergueï Markov. Suivaient des images censées prouver que l'attaché culturel de l'ambassade de Suède à Moscou, "pays allié de l'Amérique ", recrute en tant qu'espions des étudiants russes, sous couvert de séminaires sur la démocratie.

5 Décembre 2011

Le Monde –

Poutine: Les Etats-Unis ne veulent pas d'alliés mais des "vassaux"

L'homme fort de la Russie, Vladimir Poutine, a estimé dans une séance de questions-réponses à la télévision que les Etats-Unis ne cherchaient pas à avoir des alliés sur la scène internationale mais des vassaux.

"Nous aimerions être alliés aux Etats-Unis, mais ce que je vois aujourd'hui (...) ce n'est pas une alliance, parfois, j'ai l'impression que l'Amérique ne veut pas d'alliés mais qu'elle veut des vassaux", a déclaré M. Poutine, un habitué des déclarations sévères à l'adresse des Etats-Unis.

"Les gens en ont marre du diktat d'un seul pays", a-t-il encore dit.

Il a néanmoins assuré que la Russie "voulait et allait construire" de meilleures relations avec les Etats-Unis, où des "transformations" sont en cours et où la majorité de la population ne veut plus "jouer le rôle de policier du monde". Les responsables russes ont multiplié ces derniers temps les déclarations combatives à l'adresse des Etats-Unis, laissant entrevoir un coup de frein à la "relance" des relations négociée par le président Dmitri Medvedev et son homologue Barack Obama.

Alors qu'il était président (2000-2008), M. Poutine entretenait des relations difficiles avec les Américains, en particulier avec le président d'alors, George W. Bush.

L'homme fort de la Russie devrait faire son retour au Kremlin en 2012, après la présidentielle de mars.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=19&frid=19&eid=41606>

La Russie a étonné l'Occident par son projet de résolution sur la Syrie.

Samedi 17 Décembre 2011

La Russie, opposé à des sanctions ou à une intervention armée en Syrie, a proposé un projet de résolution au Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle condamne les violences et appelle à une solution diplomatique au conflit.

Les discussions au Conseil de Sécurité de l'ONU sur la confrontation entre les autorités syriennes et l'opposition pourraient reprendre grâce à la Russie.

Moscou a proposé un projet de résolution, indiquant la nécessité d'arrêter l'effusion de sang. Les pays occidentaux ont reconnu que le nouveau projet pouvait devenir une base pour de travail pour le Conseil de Sécurité.

Le conflit armé entre le pouvoir syrien et l'opposition dure depuis presque un an (dix mois exactement). D'après les organisations humanitaires, les affrontements ont coûté la vie à au moins 5.000 personnes.

Rétablir la paix diplomatiquement

De vifs débats animent l'ONU sur la façon de réagir aux événements en Syrie. Les pays occidentaux veulent de fortes sanctions contre le régime de Bachar Al-Assad et n'excluent pas un règlement musclé du problème, à l'instar du scénario libyen. L'Union Européenne et les Etats-Unis ont déjà imposé des sanctions unilatérales à Damas.

La Russie quant à elle appelle à rétablir la paix par des moyens diplomatiques et politiques. Ces points de vue antagonistes entraînent en systématiquement en conflit au Conseil de Sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis et les européens faisaient leurs propositions, et la Russie et la Chine opposaient leurs vétos.

Et tout à coup, Moscou a proposé un document pour arriver à un compromis, condamnant à la fois les actions des autorités syriennes et des opposants. Le document appelle les deux parties à renoncer à la violence. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré être prête à discuter le projet russe.

Eviter le scénario libyen

«A présent la situation en Syrie risque réellement d'entraîner la répétition du scénario libyen. La montée des tensions ne laisse pas d'autres issues aux autorités syriennes que d'être entraînées dans une confrontation armée contre une coalition de pays occidentaux. Moscou le comprend parfaitement et cherche à présent à prévenir une dégradation de la situation. Il ne faut pas oublier qu'il est advenu quand Moscou a accepté de soutenir les résolutions occidentales sur la Libye, les autorités de Russie ont une position indépendante et pondérée», commente Vladimir Sotnikov, spécialiste de la sécurité internationale.

Le projet russe de résolution ne fait pas mention de sanctions. Le représentant de la Russie à l'ONU, Vitaly Tchourkine, a réaffirmé que Moscou considère les sanctions comme infructueuses.

Samedi 17 Décembre 2011

french.ruvr.ru/

Léon Camus : Qui veut la peau de Vladimir Poutine ?

La colère virtuelle gronde sur la Toile et déborde sur la rue moscovite pour dénoncer Poutine le ripou et les fraudes électorales qui frapperaient de nullité les dernières élections législatives russes. Mais que cherchent les agitateurs télématiques et les provocateurs de la voie publique ? Un changement de régime en Russie ? Bloquer la réélection de Poutine à la présidence en mars prochain ? Dissuader Moscou de persévérer à soutenir le Baas syrien et d'envoyer sa flotte de guerre en Méditerranée orientale ? Ou encore de continuer à participer au programme nucléaire iranien ? Ou bien tout cela ensemble ? N'empêche, l'escalade des défis, et de menaces tous azimuts devient de jour en jour plus manifeste au risque - peut-être - de nous conduire vers un conflit généralisé... Car sans être outrancièrement alarmiste, et moins encore catastrophiste, il est à l'heure actuelle difficile d'ignorer que sur le tableau de bord mondial tous les voyants, les uns après les autres, passent au rouge. Encore qu'il faille se montrer prudent, car les fauteurs de guerre - les vrais - s'entendent à brouiller les pistes, à jeter de l'huile sur le feu, à souffler le chaud puis le froid et attiser les peurs... ce faisant, parfois même sous couvert de dénonciation des périls, à préparer les esprits au pire mais en inversant habilement causes et effets... c'est-à-dire en imputant leurs propres intentions criminelles à des tiers qui n'en peuvent mais !

Oceania contre Eastasia... comme dans le roman éponyme « 1984 » ?

Sommes-nous entrés définitivement dans le monde de George Orwell avec la perspective d'une confrontation tous azimuts entre un bloc euratlantique et un bloc continental eurasiatique ? L'actuelle montée des périls à laquelle nous assistons impuissants nous conduira-t-elle inéluctablement à un conflit potentiellement mondial ? Ou bien tout cela n'est-il qu'une prodigieuse partie de bluff, une guerre par l'imaginaire des foules interposé grâce aux formidables capacités de manipulation mentale qu'ont engendrées la science et l'art publicitaire... aujourd'hui démultipliés par la télématique avec ses réseaux sociaux vecteurs de vents de rumeurs continentaux, de paniques et d'élans passionnels collectifs se propageant à la vitesse de la lumière ?

Les provocations militaires et diplomatiques de l'Administration Obama contre la Russie et la Chine - parce que c'est de cela dont il s'agit - entrent certainement dans ce cadre, tout comme les déclarations inouïes de Mme Clinton s'ingérant brutalement dans les affaires russes 1 ... en conduisant derechef, avec un infernal toupet, une inédite diplomatie du trompe l'œil et de ce que les anglo-saxons nomment le deception game... tromperie et désinformation en temps réel puisqu'à l'âge virtuel, la réalité est condamnée à s'effacer devant la perception subjective des événements et leur cortège d'émotions, de colère et d'erreurs que véhiculent mots et images calibrés à la mesure des tirs de barrage médiatiques !

Moscou face à une tentative de « révolution d'automne »

Dimanche 4 décembre, Russie Unie, le parti des compères Medvedev et Poutine, arrive en tête des élections législatives avec 49,3% des voix, soit 238 sièges sur les 450 que compte la chambre basse, la Douma, subissant néanmoins un recul de 77 sièges 2. L'agitation commence le lendemain lorsque 3000 militants du mouvement libéral Solidarnost sous la conduite d'Ilya Yashin et du militant anti-corruption Alexei Navalny 3, rameutés grâce aux réseaux sociaux Twitter et Facebook, se rassemblent devant la Commission électorale pour exiger une « Russie sans Poutine »... Là, 300 manifestants parmi lesquels Yashin et Navalny sont arrêtés par les forces de l'ordre. Pour l'anecdote les images de ce rassemblement diffusées peu après par la chaîne américaine Fox News 4 et reprises par France 24, n'étaient celles de manifestants moscovites... mais athéniens ! Seule la première impression étant la bonne et aucun

correctif adéquat n'ayant été publié, ce sont des images d'émeutes que les opinions occidentales garderont en mémoire ainsi que toute la charge négative envers Poutine qui les accompagne !

Embrayant aussitôt sur ce qui apparaissait à travers la présentation qu'en faisait les médias comme l'amorce d'une révolte populaire spontanée, l'ancien président russe Mikhail Gorbatchev demandait l'annulation des élections, tandis que le ministre des Affaires étrangères britannique, William Hague - délaissant un instant la préparation d'une nouvelle guerre, cette fois contre la Syrie - cautionnait le rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dénonçant fort à propos des fraudes électorales, apparemment massives, lors du scrutin.

La révolution « FaceBook »

Alors qu'à Moscou ce lundi 12 décembre 80000 personnes – chiffre du Figaro - s'étaient réunies place des Marécages pour dénoncer les fraudes du 4 décembre, Russie unie, organisait de son côté une contre-manifestation au cœur de la capitale. Mais ici le quotidien français s'abstient de donner la moindre estimation ! Deux jours auparavant, la page Facebook « Manifestation pour des élections honnêtes » avait rassemblé virtuellement quelque 40 000 personnes. Un phénomène d'une ampleur inédite depuis le début des années 1990 – et la chute du système soviétique – pour l'opposition. Reste que les temps ont changé grâce essentiellement à ces réseaux sociaux qui font converger des foules promptes à dénoncer la « farce électorale » et à scander « Une Russie sans Poutine ». Cependant, comme l'explique l'Agence Ria Novosti « les fraudes n'ont peut-être pas été plus nombreuses, mais elles sont devenues plus visibles »... Internet aura donc joué un rôle décisif dans la perception du scrutin pour cristalliser un mécontentement jusque là diffus au sein de foules sans visage.

On peut à ce stade, s'interroger avec quelque naïveté pour savoir ce qui ou simplement qui se cache derrière des événements à l'envergure malgré tout peu imprévisibles ? En fait, point n'est besoin d'être grand clerc pour percevoir que l'opération vise d'abord à empêcher le retour de Vladimir Poutine à la présidence en mars 2012. Ce faisant, de bloquer tout maintien d'une politique de souveraineté et d'indépendance au profit d'une Vieille Russie intrinsèquement peu sensible aux charmes promis d'une gouvernance mondiale. Ajoutons que même si l'organisation de cette fronde anti-Poutine vient de loin, il est loisible de supposer que les prises de position récentes du gouvernement russe en faveur du statu quo en Syrie ne sont pas tout à fait étrangères à cette évidente tentative de déstabilisation intérieure 5 .

Naturellement le porte-parole de Vladimir Poutine, Dimitri Peskov, démentant toute fraude massive, a pris le contre-pied de la proposition formulée la veille par le président Dimitri Medvedev, lequel se disait favorable à une « vérification » des résultats électoraux 6 ! Peskov précisant que « même en admettant que les résultats puissent être contestés en justice, cela ne peut en aucun cas remettre en cause la légitimité du scrutin [car] les prétendus témoignages de fraude ne concernent à peu près que 0,5 % du nombre total de bulletins ».

À noter, parmi les voix qui s'élèvent pour dénoncer cette amorce de révolution de velours celle de l'écrivain et blogueur - de gauche - Maxim Kalashnikov, sonneur de tocsin contre un mouvement séditieux soutenu par ceux-là même qui mettaient il y a deux décennies, la Russie en coupe réglée... ajoutant que ce serait folie de renverser le tandem Poutine-Medvedev pour installer à leur place des

prédateurs internationalistes ! Et visiblement ses arguments font mouche en Russie où l'opposition libérale est singulièrement discréditée depuis le pillage de l'économie russe au cours des années Eltsine par des oligarques libéralistes triomphant, des mafieux reconvertis, des services publics à la dérive et corrompus en conséquence, une situation peu enviable encore dans toutes les mémoires.

Le quotidien international chinois Global Times dans un éditorial intitulé « L'ours ne danse pas aux mélodies occidentales » note à ce propos qu'en dépit d'une sensible baisse de suffrages au détriment de Russie Unie, les voix perdues n'ont malgré tout pas profité aux partis occidentalistes : « Les bulletins de vote sont désormais dans les poches des communistes et des libéraux démocrates ce qui ne reflète d'aucune manière un quelconque renforcement de l'idéologie pro-occidentale »... autrement dit, en faveur du renoncement à la souveraineté au profit de la financiarisation de la vie quotidienne et d'une mondialisation aussi dévorante qu'uniformisante !

Le jeu trouble de Gorbatchev, ex syndic de faillite de la Russie soviétique

Vendant la peau de l'ours avant de l'avoir tué, le Moscow Times, n'a pas hésité à écrire que cette élection serait « la dernière de Poutine ». Quant à lui, Mikhaïl Gorbatchev a carrément demandé l'annulation des élections, joignant sa voix à celle de Clinton, qui ne doute de rien, exigeant qu'« une enquête exhaustive » soit rondement menée.

Si au soir des élections, le 4 décembre, Gorbatchev fut le tout premier à réclamer l'annulation des élections, il avait déjà pris de l'avance en lançant en septembre 2010, une « initiative démocratique, non partisane » intitulée « Dialogue Civil » où l'on remarquait la participation d'Alexandre Lebedev, un proche de Nathaniel Rothschild, fils de Sir James de Rothschild, en Russie passé maître ès négoce des matières premières 7. En février dernier, Gorbatchev voyait rouge et en Russie Unie il distinguait une méchante réplique de l'ex Parti communiste soviétique, prophétisant « si les choses continuent ainsi, la probabilité d'un scénario de type égyptien s'accroîtra... À ceci près que le dénouement pourrait en être bien pire » !

Dmitri Rogozin, ambassadeur russe auprès de l'OTAN, dans un entretien d'août 2008 à Der Spiegel, dépeignait ainsi Gorbatchev : celui-ci « a fort bien compris les attentes des occidentaux, mais très mal celles de son propre pays au point d'avoir fait disparaître l'Union soviétique. À l'Ouest il est applaudi pour cela, mais en Russie, Gorbatchev ne peut pas sortir sans garde du corps sinon il se ferait taper dessus... Nous les Russes sommes définitivement allergiques à des hommes politiques comme lui ». D'ailleurs lorsque qu'en 1996 Gorbatchev se présenta aux élections présidentielles, il n'obtint qu'un score minable de 0,5%...

Le mensonge arme de destruction massive

Les campagnes de diffamation médiatique dirigées contre Poutine et contre une Russie où le gouvernement s'est risqué à éclaircir les rangs de la ménagerie oligarchique, ne datent pas d'hier. Tout est bon pour vilipender, ternir l'image des dirigeants, saper leur légitimité en les dénigrant systématiquement, ce qui est une façon lente mais certaine de conditionner les opinions publiques de l'ex Monde libre, préparant ainsi le terrain aux futures et actuelles entreprises de déstabilisation des

régimes non totalement alignés sur Washington et la City. On le voit actuellement pour la Syrie qui a été l'objet d'une diabolisation sourdement renforcée tout au long de la dernière décennie, préparant et conditionnant peu à peu les opinions occidentales à accepter d'avance, et même à souhaiter, une intervention étrangère pour renverser un régime honni.

Or, ce que les médias nous cachent à propos de la contestation moscovite, est que la plupart des bruyantes oppositions de la rue est financé par des fondations d'Outre Atlantique telles Democratic Alternative, la Henry Jackson Foundation, le Moscow Helsinki Group avec « Stratégie 31 », ou « Da »... Une longue liste d'acteurs - individus ou groupes - tous plus ou moins soutenus matériellement par la National Endowment for Democracy - Fondation américaine pour la démocratie NED - laquelle constitue au même titre que l'US-AID, mais seulement depuis trois décennies, l'une des vitrines grand public de la Central Intelligence Agency spécialisée dans la corruption des syndicats ouvriers et patronaux et du personnel politique, de droite comme de gauche, en faveur d'une défense prioritaire des intérêts américains 8. Un fil rouge reliant entre eux une majorité d'opposants - toujours désignés comme « indépendants » - composant la mosaïque de ces indignés qui à l'heure actuelle remplissent les rues des villes russes. Comme de bien entendu les médias de l'Ouest feignent de ne rien voir ni savoir !

Pourtant dès 2006, le Kremlin dénonçait la prolifération d'associations étrangères dont certaines étaient déjà soupçonnées d'œuvrer à la déstabilisation du régime sous couvert justement de la Fondation américaine pour la démocratie. Afin de prévenir toute tentative de révolution colorée, les pouvoirs publics mettaient alors en place un sévère encadrement des Organisations non gouvernementales d'origine exotique ! Réglementation évidemment dénoncée à l'Ouest comme une nouvelle agression contre la liberté d'association.

Ainsi Golos, seule organisation indépendante de Russie pour l'observation des élections, est financée par la NED, ce que l'on trouve noir sur blanc sur le site officiel de l'agence [NED.org] : « Regional Civic Organization in Defense of Democratic Rights and Liberties Golos »... laquelle a bénéficié d'une dotation de 65 000 \$ aux seules fins d'observation du cycle des élections russe de l'automne 2011 et du printemps 2012, en incluant l'analyse de la presse, des mouvements politiques, des commissions électorales et l'application de la législation.

Le cahier des charges de Golos comprenant en outre un volet communication soit des conférences de presse locales et nationales, la publication de rapports, etc. Ce qui revient à dire que les organismes qui dénoncent avec tant de vigueur la « corruption » - hélas bien réelle - et « les fraudes électorales » 9 sont en première instance financés par la NED, ce qui est loin d'être neutre et présente un caractère accentué de conflit d'intérêt lorsque cela concerne Golos censé être l'arbitre impartial des scrutins russes, en réalité financé par un État étranger et penchant nettement en faveur de l'opposition !

Tout est bon pour discréditer la Russie de Poutine : sondages et phantasmes

Alexandre Latsa dénonçait le 13 juillet 2011 10 une série d'articles parue dans la presse occidentale (Le Figaro, Le Soir, La Tribune de Genève) désignant la Russie comme un pays sans avenir et désespérant pour sa jeunesse. Un sondage tombé à pic démontrait en effet « qu'un cinquième des Russes, 22% souhaiterait émigrer » et « qu'en trois ans, selon des données officielles, environ 1,2 million de personnes auraient déjà quitté la Russie ». Des chiffres accablants (Europe 1) montrant l'abîme séparant les déclarations fantaisistes du pouvoir et la vérité sociale d'un pays en pleine déshérence. Reste que les faits, têtus, n'ont rien à voir avec les obsessions ou les phantasmes idéologiques... car si 22% des sondés affirment vouloir émigrer, ils ne sont que 1% à préparer effectivement leur départ et ne sont que 2% à avoir pris la décision de partir... 69% par conséquent ne songe pas à quitter la Russie. Par comparaison, en 2006, 25% des jeunes britanniques souhaitaient émigrer ; 33% en décembre 2010. La même année, 30% des jeunes gens des pays membres de la ligue arabe souhaitaient eux aussi partir. En 2009, 20% des Chinois diplômés souhaitaient également voir d'autres cieux tout comme 20% des Bulgares en âge de travailler... Quant au nombre de Russes ayant définitivement émigré, le chiffre est de 105 544 depuis 2008 et non de 1,25 million ! Mauvaise foi et incompétence sont ici les deux mamelles d'une presse

prompte à instruire des procès en sorcellerie et pour laquelle toutes informations même les plus controuvées, font ventre pourvu qu'elles noircissent le tableau d'une Russie patriotique et qui entend apparemment le rester.

Si la Russie le voulait elle pourrait rendre en Afghanistan aux Américains la monnaie de leur pièce

Washington avant de pousser plus avant le feu de la subversion télématique devrait considérer jusqu'où exactement ne pas aller trop loin. Parce que, sans monter aux extrêmes, Moscou dispose de multiples moyens d'embarrasser les É-U, à commencer en Afghanistan... Tant que le retrait de leurs troupes n'est pas effectif, tout comme celles de l'Otan, celles-ci restent vulnérables en cas de blocus russe ! Autrement dit, au cas où Moscou interdirait son espace aérien aux vols d'approvisionnements de l'Otan, ou le transit à travers son territoire 11 . Un argument de négociation que Moscou se réserve si aucun compromis n'intervient par exemple quant au bouclier anti-missile que les É-U entendent installer en Europe du Nord 12 ...

Cela même alors que le Pakistan bloque sine die la Passe de Kyber interdisant le passage aux convois de ravitaillement des coalisés, suite à l'attaque du poste de Mohmand par des troupes de l'Otan... laquelle a fait 24 morts parmi les pakistanais, sans compter les spectaculaires attentats qui détruisent régulièrement les divers convois destinés à la coalition occidentale. Si donc le Pakistan fermait à son tour son espace aérien, ce serait alors pour l'Otan la fin des haricots : les coalisés de la Force de stabilisation auront des armes mais pas de munitions, ni de carburant pour faire fonctionner leurs installations lourdement énergivores (ex. 150 litres d'eau douce épurée par homme et par jour là où il en fallait 3 ou 4 aux forces françaises combattant le Vietminh). Les réserves de l'Isaf sont en principe de trois mois, mais dans l'hypothèse d'une grève du droit de passage nord et sud, le borbier afghan pourrait rapidement se transformer en guêpier, à savoir une sorte de Dien Bien Phu logistique pour les 130 000 hommes de l'Isaf (48 nations dont 28 membres de l'Otan. Source Otan) qui s'y trouvent enfermées à l'instant présent !

Mais ici il s'agit pour l'heure de pures spéculations, même si le Lieutenant Général du cadre pakistanais de réserve, Hamid Gul n'hésite pas à envisager publiquement une concertation avec la Russie en vue d'établir un blocus logistique des forces occidentales en Afghanistan afin que « les troupes américaines et celles de l'Otan soient étranglées [car] le temps est venu pour le Pakistan de se trouver l'occasion manquée après les attentats du 11 Septembre de regagner respect et souveraineté ». Une occasion de réhabilitation en quelque sorte et d'affranchissement à l'égard du maître américain ? Or jusqu'ici ce genre de propos était – semble-t-il - rarement tenu à haute voix. Comme les temps changent !

Les prophètes de l'Apocalypse

Retour à Washington où nous inclinerons à accorder quelque crédit à la revue géopolitique EIR 13 qui aurait publié le 7 décembre 2011 le témoignage d'un ex amiral de l'US Navy [sans autre précision] selon lequel les militaires américains craignent fortement qu'Israël n'emploie l'arme nucléaire en seconde

frappe après une première attaque conventionnelle « préventive » sur l'Iran, c'est-à-dire en cas de représailles iraniennes... Étrange cas de légitime défense n'est-ce pas ?

Toujours selon l'amiral Person, la région du golfe persique et l'Est méditerranéen seraient le déclencheur pour une guerre générale. Évoquant la présence en Syrie de commandos iraniens des Gardiens de la révolution, il n'exclut pas non plus une guerre civile entre Sunnites et Chiites d'Irak après le départ des troupes américaines. « Mais étant donné la folie israélienne, je vois l'Iran comme le problème le plus effrayant ». Rejoignant ce que nombre d'observateurs pensent de façon ouverte, s'étant rendu compte de la profonde sociopathie, assortie d'une extraordinaire aptitude à manipuler les opinions et à pratiquer une systématique distorsion du réel, dominante et parfaitement repérable chez certains chefs politiques et religieux israéliens ou de la diaspora.

Face à l'escalade des menaces internationales contre l'Iran, l'Ayatollah Khamenei vient aux dernières nouvelles, d'ordonner aux chefs des forces de sécurité de se mettre en état d'alerte. Selon le Daily Telegraph, le commandant des Gardiens de la révolution, le général Jaafari aurait fait redéployer les missiles longue portée Shahab sur des sites secrets le long des frontières afin de les préserver de toute neutralisation ennemie et de pouvoir déclencher immédiatement des représailles en cas d'attaque.

Dans une interview à la chaîne Russia Today, le général Leonid Ivashov (président de l'Académie russe de géopolitique) a pour sa part présenté la présence de navires de guerre russes en Méditerranée orientale et dans le port syrien de Tartous, comme un fait essentiellement « politique et pacifique étant donné qu'il n'est aucunement question pour la Russie de participer à une quelconque guerre ». Au contraire, la mission de la flotte russe est « d'éviter tout conflit régional déclenché par une agression dirigée contre la Syrie ou contre l'Iran » ajoutant que « l'escadre russe est porteuse d'un message à Israël, à la Communauté internationale et spécifiquement à la Turquie, laquelle semble en effet avoir décidé de participer à une possible aventure militaire ». Refusant toute ingérence dans les affaires de quelque État souverain que ce soit, notamment la Syrie, Ivashov a vertement critiqué le gouvernement de M. Erdogan, le jugeant « dominé par la ploutocratie mondialiste et par les politiciens américains, et regrettant à ce titre que la Turquie puisse devenir l'éventuel déclencheur d'une guerre régionale ».

De leur côté, les présidents russe Medvedev et chinois Hu Jintao ont « validé un accord de principe » en vertu duquel la seule façon d'arrêter une agression de l'Occident pilotée directement ou en sous mains par les États-Unis, serait une « réplique militaire directe et immédiate ». À ce propos le général militaire de l'Université chinoise de la Défense nationale, Zhang Zhaozhong aurait averti que « la Chine n'hésitera pas à protéger l'Iran, même s'il faut pour cela déclencher une troisième guerre mondiale », faisant en cela écho au général Nikolai Makarov « Je n'exclus pas des conflits armés locaux ou régionaux pouvant évoluer vers une guerre à grande échelle, incluant l'utilisation d'armes nucléaires »... une déclaration intervenant après un sérieux incident ayant - semble-t-il - impliqué l'ambassadeur russe, Vladimir Titorenko, lors de son voyage de retour de Syrie, et du personnel de sécurité qatari qui aurait tenté de s'emparer d'une valise diplomatique contenant des informations recueillies par les Services de renseignements syriens et portant sur la préparation d'une invasion de la Syrie et de l'Iran par les États-Unis !

« Menace de génocide nucléaire iranien et options israéliennes » !

Jean-Patrick Grumberg, une voix pas tout à fait anodine, a eu la bonne idée de nous donner sur son site 14, des nouvelles de la conception nucléariste et génocidaire de la Pax Hebraïca. Ceci peu après la publication du dernier rapport « accusateur » de l'Agence Internationale à l'Énergie Atomique et alors que Nicolas Sarkozy promettait à l'occasion du G20 « de ne pas rester les bras croisés, si l'existence d'Israël était menacée ». Citant Le Figaro, Grumberg rapporte l'analyse de l'ancien directeur du Mossad d'Efraïm Halevy : « Nous sommes en guerre contre l'Iran. La plus grande partie de cette guerre est clandestine », embrayant sur des extraits particulièrement édifiant d'un ouvrage de Richard L. Rubenstein publié aux États-Unis et traduit en 2010 sous le titre « Jihad et génocide nucléaire »... « Probablement l'analyse la plus profonde publiée à ce jour sur l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran » selon Michel Gurfinkiel (ex éditorialiste de Valeurs actuelles et Wall Street Journal, récemment reçu en grande pompe par le directeur de la station de droite Radio Courtoisie) qui « souhaiterait que chaque ministre et chaque député, en Europe et en France, prenne le temps de consulter cet ouvrage ». En effet, cela vaut le détour !

Voyons cela : extraits de « Jihad et génocide nucléaire »...

« Israël n'est pas dénué de moyens de faire face à la menace iranienne. Selon le Wall Street Journal, lorsque son équipe éditoriale, au cours d'une conférence le 2 avril 2009, demanda à l'amiral Mike Mullen, président du Comité des chefs d'état-major interarmées américains, si Israël était en mesure de causer des dommages significatifs aux dispositifs nucléaires de l'Iran », sa réponse fut simplement : Oui. ... Dans tous les scénarios cités, si Israël se contente de détruire les installations nucléaires de l'Iran, opération dont le succès est incertain, cela n'annulera pas la menace à long terme d'un génocide. Avec le temps, l'armement dévastateur et les équipements peuvent être rebâti ou remplacés. La colère et l'humiliation qui s'ensuivraient dynamiseraient la volonté de reconstruction et de vengeance. Cependant, à moins que l'Iran ne mette fin à l'acquisition d'armes nucléaires, Israël n'a que peu de choix politiques, aucun n'étant satisfaisant. En dépit des risques évidents, une frappe préventive visant la population civile pourrait apparaître à certains Israéliens le choix le plus raisonnable. Je tremble en écrivant ces mots, mais je rappelle à mes lecteurs que les dirigeants de l'Iran ont, de manière répétée, menacé de détruire complètement Israël, non l'inverse. Dans ces circonstances, si la diplomatie échoue, le seul moyen pour Israël de prévenir une éventuelle revanche après une offensive contre les installations militaires serait de détruire d'abord les centres urbains. ... En déclenchant une attaque préventive visant les principales concentrations urbaines iraniennes ainsi que les centres industriels, Israël pourrait infliger des dommages considérables. Et il ne dépendrait pas de la seule force aérienne, car il dispose du missile Jéricho-3, un missile balistique sol-sol pouvant porter une tête nucléaire, chimique ou biologique, jusqu'à, dit-on, 4 500 kilomètres. Ce missile paraît pouvoir résoudre le viol d'un espace aérien ennemi. De plus, Israël possède trois sous-marins « Dolphin Class » de fabrication allemande, capables d'envoyer des têtes nucléaires à 2 500 kilomètres. D'ailleurs, si Israël estime qu'il doit frapper les principaux centres urbains, des tirs de haute précision ne sont pas même nécessaires. Vingt pour cent environ de la population iranienne, soit douze à quatorze millions de personnes, vivent dans la métropole de Téhéran, que Cordesman décrit comme « un bassin topographique (avec) un réflecteur montagneux » formant un espace « presque idéal pour une destruction nucléaire ».

Bien entendu l'auteur tempère son propos en évoquant les risques qu'une telle éventualité – rayer de la carte la conurbation de Téhéran et ses douze à quatorze millions d'habitants – ferait courir à la bonne réputation d'Israël devenue pour le coup la paria planétaire, il n'en demeure pas moins que l'hypothèse de frappes anti-cité à objectifs démographiques est clairement posée sur la table...

Laissons la conclusion, plus réconfortante, à l'analyste français, Alain Corvez pour lequel nous ne sommes pas encore tout à fait parvenus au cœur de la Mer des ténèbres « Nous sommes à un point d'inflexion de la courbe des équilibres du monde avec la crise actuelle. L'impérialisme américain a atteint ses limites et le monde multipolaire est en train de se mettre en place dans la douleur. La Russie et la Chine se sentent directement menacées par cet impérialisme et savent qu'elles n'ont pas les moyens de l'abattre mais peuvent désormais marquer des limites à ne pas dépasser grâce aux appuis d'autres pôles de puissance qui voient aussi leurs intérêts menacés, BRICS et autres ! »_____

(1) Selon le Kremlin « Les propos de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton sur les élections législatives en Russie, ainsi que les commentaires similaires des représentants de la Maison Blanche et du Département d'État américain sont inacceptables ». Mme Clinton avait notamment déclaré que ces élections n'étaient « ni libres ni justes ». À Vilnius où se réunissait le sommet de l'OSCE, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, elle n'hésitait pas à stigmatiser le 6 décembre « des tentatives de bourrage d'urnes, de manipulations des listes électorales ».

(2) Arrivé deuxième, le Parti communiste qui obtient 19,2% des suffrages et 92 sièges, soit 35 de plus qu'en 2007. Puis Russie Juste et le Parti libéral-démocrate, respectivement 13,25% et 11,68%, soit 64 et 56 sièges au lieu de 38 et 40.

(3) Porté au pinacle par la presse internationale, Navalny milite également - dans la mouvance nationaliste sur le modèle Identitaire - contre l'immigration. Formé aux États-Unis par le World Fellows Program de l'Université de Yale - créé par le président de l'université Richard Levin afin de créer un réseau global de Young leaders - il occupe ainsi l'aile droite de la contestation. Notons que ces « jeunes espoirs » sont en autres pris en mains par Malloch Brown, ancien du Foreign Office, par Aryeh Neier, présidente de l'Open Society Institute de George Soros ou encore Tom Scholar, ancien chef de cabinet de Gordon Brown.

(4) Fox News lies about riots in Russia <http://www.youtube.com/watch?v=fkqR...>

(5) Moscou s'était mordu les doigts d'avoir laissé passer au Conseil de Sécurité la Résolution 1973 qui allait donner toute latitude à l'Otan et au Qatar – bras armé des É-U dans le Golfe arabo-persique – de conduire une véritable guerre sous couvert d'aide humanitaire. Or la Russie sait que si le modèle libyen est reproduit en Syrie, la Méditerranée deviendra le lac de l'Otan, la Mare vestrum des Atlantistes. Kadhafi éliminé, les seuls États encore récalcitrants sont avec la Syrie, le Liban du Hezbollah et l'Iran.

(6) Un bémol qui manifesterait que l'entente entre les deux hommes – entre lesquels certaines divergences étaient apparues il y a approximativement un an – n'est pas aussi parfaite qu'il y semble et que Medvedev n'est pas encore totalement débarrassé de tout tropisme à l'égard de séductions occidentalistes.

(7) Le Dialogue Civil proposait en mars 2009, afin de juguler tout risque lié à la crise financière globale « un transfert vers les créanciers, y compris étrangers, des droits de propriété dans des compagnies débitrices russes, afin d'assurer le maintien des flux de capitaux vers l'économie russe ». Autrement dit que certains pans du secteur minier et de l'énergie soient cédés par exemple à la Royal Bank of Scotland. Cf. Nouvelle Solidarité 10 déc.

(8) « La NED, vitrine légale de la CIA » Thierry Meyssan - Odnako n° 35 - 27 septembre 2010. Repris sur Voltaire.net.org.

(9) Marginale si le chiffre avancé de 0,5% est vérifié. Reste que la fraude en Russie n'est certainement pas plus odieuse que les trucages – et les absurdes recomptages – ayant permis la réélection du sieur Bush en nov. 2004.

(10) Un autre regard sur la Russie - Ria Novosti

(11) Des voies d'acheminement indirectes existent bien sûr, notamment via la Géorgie et l'Azerbaïdjan, mais plus longues et plus aléatoires au cas où la situation internationale se dégraderait au point que les Russes décident de fermer les lignes de ravitaillement de l'Otan et des forces américaines spécifiques d'Enduring Freedom, Opération Liberté Immuable. En juin 2011 Obama annonce le retrait d'ici à l'été 2012 du « tiers » des forces américaines stationnées en Afghanistan, soit 33000 après avoir accru leurs effectifs de 30 00 hommes.

(12) News International – Islamabad Pakistan. 1er déc. 2011 « Vietnam-Style Exit : Russia Could Deliver Death Blow To Nato in Af-Pak War Theater ».

(13) Executive Intelligence Review de Lyndon H. LaRouche, Jr

(14) Jean Patrick Grumberg, journaliste, éditeur du site Dreuz.info, photographe de rue. Ancien lobbyiste. A vécu à Paris, Los Angeles et s'est établi entre Israël et la Californie. Fondateur en 1976 d'Hifissimo, site pionnier de vente qu'il a revendu en 2007. Président de l'association « Laissez Nous Travailler ».

Léon Camus

16/12/2011

<http://www.geopolintel.fr/>

2-4 Manlio Dinucci : « L'art de la guerre » Les bombes intelligentes de Wall Street.

Il existe divers types de smart bombs, « bombes intelligentes », utilisées par celui que Les Leopold définit efficacement comme le « gouvernement secret de Wall Street », la puissante oligarchie financière qui contrôle l'État [1].

Les premières sont celles de propagande qui frappent le cerveau, embrumant les yeux et faisant voir des choses qui n'existent pas. Elles sont aujourd'hui massivement employées pour mystifier la réalité de la crise, pour nous convaincre que celle-ci est provoquée par la dette publique et que, pour nous sauver, nous devons faire de durs sacrifices en faisant des coupes dans les dépenses sociales. La dette publique est pourtant une conséquence, non pas une cause de la crise. Celle-ci est due au fonctionnement même du marché financier, dominé par de puissantes banques et groupes multinationaux. Il suffit de penser que la valeur des actions cotées à Wall Street, et dans les Bourses européennes et japonaises, dépasse celle de tous les biens et services produits annuellement dans le monde. Les opérations spéculatives, effectuées avec d'énormes capitaux, créent une augmentation artificielle des prix des actions et d'autres titres, qui ne correspond pas à une croissance effective de l'économie réelle : « bulle spéculative » qui tôt ou tard explose, en provoquant une crise financière. En ce point, interviennent les États avec des opérations de « sauvetage », reversant de l'argent public (et donc augmentant la dette) dans les caisses des grandes banques et des groupes financiers privés qui ont provoqué la crise.

Aux États-Unis seulement, le dernier « sauvetage » se monte à plus de 7 000 milliards de dollars, dix fois plus que ce qui est officiellement déclaré. Comment cela peut advenir s'explique par le fait que les candidats aux présidentielles sont financés, à travers des « donations » et en d'autres manières, par les grandes banques, parmi lesquelles Goldman Sachs, et que l'administration Obama, à peine entrée en fonction, a nommé à des postes clé leurs personnes de confiance, qui font partie de la Commission Trilatérale. Celle-là même où Mario Monti, consultant international de Goldman Sachs et à présent chef du gouvernement italien, siège en qualité de président du groupe européen. On ne doit donc pas s'étonner si le gouvernement secret de Wall Street utilise aussi, en fonction de ses intérêts, des « bombes intelligentes » réelles. Ce n'est pas un hasard si les dernières guerres, effectuées par les États-Unis et par l'OTAN, ont « intelligemment » frappé des États situés dans les aires riches en pétrole (Irak et Libye) ou avec une position régionale importante (Yougoslavie et Afghanistan). Des États comme l'Irak de Saddam Hussein, qui menaçait de se décrocher du dollar en vendant du pétrole en euros et autres valeurs ; ou bien comme la Libye de Kadhafi, qui programait de créer le dinar d'or comme concurrent du dollar et promouvait des organismes financiers autonomes dans l'Union africaine, dont le développement aurait réduit l'influence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Pour des raisons analogues, on prend aujourd'hui pour cible la Syrie et l'Iran. Crise et guerre sont deux faces de la même médaille. Car, aussi, la guerre fait croître la dépense militaire qui, en alourdissant la dette publique, impose des sacrifices ultérieurs. L'Italie, estime le Sipri, est arrivée à une dépense

militaire annuelle de 28 milliards d'euros : environ le coût de la manœuvre financière qui sera payé par la grande majorité de la population. Mais on n'en parle pas. Les bombes de Wall Street sont vraiment intelligentes.

Manlio Dinucci

Traduction Marie-Ange Patrizio

12 décembre 2011

Réseau Voltaire

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3 Opinion :

Fidel Castro

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN (en 5 parties)

QUATRIEME PARTIE

J'ai écrit le 2 mars sous le titre : « La guerre inévitable de l'OTAN » : À la différence de l'Égypte et de la Tunisie, la Libye occupe la première place de toute l'Afrique en Indice du développement humain et en espérance de vie. L'éducation et la santé y reçoivent une attention spéciale de l'État. Le niveau culturel de sa population est sans doute plus élevé. Ses problèmes sont d'une autre nature. [...] Le pays avait besoin d'une importante main-d'œuvre étrangère pour concrétiser ses plans de production et de développement social ambitieux.

[...] Il disposait d'énormes ressources et réserves en devises convertibles, déposées dans les banques des pays riches, ce qui lui permettait d'acheter des biens de consommation, voire des armes perfectionnées, auprès de ces mêmes pays qui veulent aujourd'hui l'envahir au nom des droits humains.

La colossale campagne de mensonges orchestrée par les médias a provoqué une grande confusion dans l'opinion publique mondiale. Il se passera du temps avant qu'on puisse reconstruire ce qu'il s'est vraiment passé en Libye et trier les faits réels des mensonges divulgués.

[...]

[...] L'Empire et ses principaux alliés recourent aux moyens les plus perfectionnés pour diffuser des informations dont il faut déduire des brins de vérité.

[...] L'Empire et l'OTAN – sérieusement inquiets devant la vague révolutionnaire déclenchée dans le monde arabe qui produit une grande partie du pétrole sur lequel repose l'économie de consommation des pays développés et riches – ne pouvaient pas laisser filer l'occasion du conflit interne surgi en Libye pour promouvoir une intervention militaire.

[...]

[...] Malgré leur déluge de mensonges et la confusion qu'ils ont semée, les États-Unis ne sont pas parvenus à entraîner la Chine et la Fédération de Russie à faire adopter par le Conseil de sécurité une intervention militaire en Libye, bien qu'ils aient obtenu en revanche l'approbation de leur objectif momentané au Conseil des droits de l'homme. [...]

Le fait est que, comme je l'avais prévu, la Libye est désormais en proie à une guerre civile que les Nations Unies n'ont rien pu faire pour éviter, même si leur secrétaire général a jeté sa bonne part d'huile

sur le feu. Le hic – ce que les différents acteurs n’imaginaient sans doute pas – c’est que les chefs de la rébellion ont déclaré qu’ils refusaient toute intervention militaire étrangère.

Selon différentes agences de presse, Hafiz Ghoga, porte-parole du Comité de la révolution, a déclaré le lundi 28 février : [...] « Ce que nous voulons, ce sont des informations secrètes, mais absolument pas qu’on touche à notre souveraineté aérienne, terrestre et maritime », a-t-il ajouté lors d’une rencontre avec les journalistes...

Selon une dépêche de l’AFP de lundi dernier, « l’intransigeance des responsables de l’opposition en matière de souveraineté nationale reflétait l’opinion que de nombreux Libyens ont manifestée spontanément à la presse internationale à Benghazi ».

Une professeure de sciences politiques de l’université de Benghazi, Abeir Imneina, a affirmé ce même jour : « Il y a un très fort sentiment national en Libye. « De plus, l’exemple de l’Irak fait peur dans l’ensemble du monde arabe », souligne-t-elle, en référence à l’invasion américaine de 2003, censée apporter la démocratie dans le pays, puis par contagion à l’ensemble de la région, un scénario totalement démenti par les faits. « On sait bien comment cela s’est passé en Iraq, qui se trouve en pleine instabilité, ça ne donne vraiment pas envie de suivre le même chemin. On ne veut pas que les Américains viennent pour finir par devoir regretter Kadhafi. » [...]

Quelques heures après la diffusion de cette dépêche, deux des principaux journaux des USA, The New York Times et The Washington Post, s’empressèrent d’offrir de nouvelles versions sur ce point, que rapporte l’agence DPA le 1er mars : « L’opposition libyenne pourrait demander à l’Occident de bombarder par air des positions stratégiques occupées par des forces fidèles au président Mouammar el-Kadhafi, fait savoir aujourd’hui la presse étasunienne. »

« La question est discutée par le Conseil révolutionnaire libyen, précisent The New York Times et The Washington Post dans leurs versions numériques.

[...] « Au cas où les actions aériennes se réaliseraient dans le cadre des Nations Unies, cela n’impliquerait aucune intervention internationale », a expliqué le porte-parole du Conseil, cité par The New York Times.

[...] « The Washington Post a cité des rebelles qui reconnaissent que, sans l’appui de l’Occident, les combats contre les forces loyales à Kadhafi pourraient durer longtemps et coûter beaucoup de vie. »

Je me suis aussitôt demandé dans ces Réflexions :

Pourquoi cette insistance à présenter les rebelles comme des membres éminents de la société libyenne en train d'inviter les États-Unis et l'OTAN à bombarder et à tuer des Libyens ?

On saura un jour la vérité à travers des gens comme la professeure de sciences politiques de l'Université de Benghazi, si éloquente quand elle raconte la terrible expérience qu'ont vécue des millions d'Iraquiens, tués, sans abri, sans emploi ou contraints d'émigrer.

Aujourd'hui, mercredi 2 mars, l'agence EFE présente ce porte-parole rebelle faisant des déclarations qui, à mon avis, infirment et confirment à la fois celles de lundi : « Benghazi (Libye), 2 mars. La direction rebelle en Libye a demandé aujourd'hui au Conseil de sécurité de l'ONU de lancer une attaque aérienne "contre les mercenaires" du régime Mouammar el-Kadhafi. « "Notre armée ne peut pas lancer des attaques contre les mercenaires en raison de son rôle défensif", a affirmé le porte-parole rebelle Hafiz Ghoga en conférence de presse à Benghazi. [...]

À laquelle des nombreuses guerres impérialistes ressemblerait celle-ci ?

À celle d'Espagne en 1936, à celle de Mussolini contre l'Éthiopie en 1935, à celle de George W. Bush contre l'Iraq en 2003, ou à n'importe laquelle des dizaines de guerres lancées par les États-Unis contre les peuples d'Amérique, depuis l'invasion du Mexique en 1846 jusqu'à celle des Malvinas en 1982 ?

Sans exclure, bien entendu, l'invasion mercenaire de Playa Girón, la sale guerre et le blocus contre notre patrie, une invasion dont nous fêtons le cinquantième anniversaire le 16 avril prochain.

Toutes ces guerres, comme celle du Viet Nam qui a coûté des millions de vies, ont eu pour points de départ les justifications et les mesures les plus cyniques. Pour ceux qui doutent encore qu'une intervention militaire aura forcément lieu en Libye, je tiens à citer l'agence de presse AP, que je considère bien informée, dont une dépêche d'aujourd'hui affirme : « Les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) élaborent un plan d'urgence qui prend pour modèle les zones d'exclusion de vols établies dans les Balkans dans les années 90, au cas où la communauté internationale déciderait d'imposer un embargo aérien sur la Libye, ont affirmé des diplomates. »

N'importe quelle personne honnête capable d'observer avec objectivité les événements peut constater le danger que représente l'ensemble des faits cyniques et brutaux qui caractérisent la politique des États-Unis et qui expliquent pourquoi ils se sont retrouvés si honteusement seuls lors du débat aux Nations Unies sur la résolution : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique. »

Malgré mon travail, je suis les Jeux panaméricains de Guadalajara. Notre pays se sent fier de ces jeunes gens qui sont des exemples pour le monde par leur désintéressement et leur esprit de solidarité. Je les félicite chaleureusement. Personne ne pourra plus leur ôter la place d'honneur qu'ils ont gagnée.

Fidel Castro Ruiz

31 Octobre 2011

CINQUIEME PARTIE

Le 1er novembre 2011

Le 9 mars, j'ai publié de nouvelles Réflexions intitulées : « L'OTAN, la guerre, le mensonge et les affaires » sur le rôle de cette organisation belliciste.

J'en sélectionne les paragraphes fondamentaux :

Comme certains le savent, le colonel Mouammar el-Kadhafi, un Bédouin au caractère particulier, s'inspirant des idées du leader égyptien Gamal Abdel Nasser, prépara au sein des forces armées un mouvement qui renversa en septembre 1969 Idris Ier, roi de Libye, un pays désertique en sa quasi-totalité et faiblement peuplé, situé au nord de l'Afrique, entre la Tunisie et l'Égypte.

[...] Né dans une famille de bédouins, dans la région de Tripoli, Kadhafi était foncièrement anticolonialiste. [...] Jusqu'aux adversaires de Kadhafi assurent qu'il se fit remarquer par son intelligence durant ses études. Expulsé du lycée pour ses activités antimonarchiques, il s'inscrivit dans un autre, puis conclut des études de droit à l'université de Benghazi à vingt et un ans. Il entra ensuite à l'école militaire de cette ville où il créa en secret le Mouvement des officiers unionistes libres, et il conclut ses études dans une école militaire britannique.

[...] Il s'engagea dans la vie politique par des actions incontestablement révolutionnaires. En mars 1970, il obtint que les soldats britanniques évacuent le pays au terme de manifestations nationalistes massives et, en juin, que les États-Unis se retirent d'une grande base aérienne proche de Tripoli, qui fut remise à des instructeurs militaires égyptiens dont le pays était l'allié de la Libye.

En 1970, la Révolution toucha à plusieurs sociétés pétrolières occidentales et à des banques à participation étrangère. Fin 1971, la fameuse British Petroleum subit le même sort. Dans le domaine agricole, tous les biens italiens furent saisis, et les colons et leurs descendants expulsés de Libye.

[...] Le dirigeant libyen élaborait des théories extrémistes, s'opposant à la fois au communisme et au capitalisme. Ça n'aurait pas de sens d'inclure cette étape de théorisations de sa part dans mon analyse, quoique je doive signaler que l'article premier de la Proclamation constitutionnelle de 1969 stipulait la nature « socialiste » de la Jamahiriya arabe libyenne populaire.

Je tiens en revanche à insister sur le fait que les droits humains n'ont jamais intéressé les États-Unis ni leurs alliés de l'OTAN. La réunion du Conseil de sécurité, la réunion du Conseil des droits de l'homme à Genève et l'Assemblée générale des Nations Unies à New York n'ont été que du théâtre, un panier de crabes.

[...] L'Empire prétend maintenant ... intervenir militairement en Libye et bloquer la vague révolutionnaire qui déferle dans le monde arabe. [...] Que la rébellion libyenne ait été attisée par les services secrets yankees ou par les erreurs de Kadhafi lui-même, il est important que les peuples ne se laissent pas duper, car l'opinion mondiale aurait très bientôt suffisamment de preuves pour savoir à quoi s'en tenir.

[...] À l'instar de nombreux pays du Tiers-monde, la Libye est membre du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des 77 et d'autres organisations internationales à travers lesquelles se nouent des relations, indépendamment de leur système économique et social. À grands traits : la révolution, inspirée de principes marxistes-léninistes et martinien, triompha en 1959 à Cuba, à cent cinquante kilomètres des États-Unis qui nous avaient imposé l'amendement Platt et qui étaient propriétaires de l'économie de notre pays.

L'Empire déclencha presque aussitôt contre notre peuple sa sale guerre, organisa des bandes contre-révolutionnaires, décréta un blocus économique criminel et peaufina l'invasion mercenaire de Playa Girón, durant laquelle un de ses porte-avions patrouillait non loin et ses marines étaient prêts à débarquer au cas où ses forces mercenaires auraient atteint les objectifs prévus.

[...] Tous les pays latino-américains, hormis le Mexique, participèrent au blocus criminel qui est toujours en place.

[...] En janvier 1986, sous prétexte que la Libye était derrière le terrorisme dit révolutionnaire, Reagan rompit les relations économiques et commerciales avec ce pays.

En mars de cette même année, une force embarquée à bord de porte-avions situés dans le golfe de Syrte, dans les eaux que la Libye considère comme nationales, déclencha des attaques qui détruisirent plusieurs navires équipés de lance-missiles et des systèmes de radars côtiers que ce pays avait achetés à l'URSS.

Le 5 avril, une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats étasuniens fut plastiquée : trois personnes moururent, dont deux militaires étasuniens, et beaucoup furent blessées. Reagan en accusa Kadhafi et ordonna à ses forces de l'air de riposter. Trois escadrilles décollèrent des porte-avions de la VIe flotte et de bases du Royaume-Uni et lancèrent des bombes et des missiles sur sept objectifs militaires à Tripoli et à Benghazi. Un quarantaine de personnes moururent, dont quinze civils. [...] ...quand un missile la frappa (sa résidence) de plein fouet : sa fille Hanna mourut, et deux autres enfants furent blessés. Cette attaque fut largement condamnée ; l'Assemblée générale des Nations Unies vota une résolution la condamnant pour violation de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le Mouvement des pays non alignés, la Ligue arabe et l'OUA adoptèrent des positions tout aussi énergiques.

Le 21 décembre 1988, un Boeing 747 de Pan Am se désintégra en plein vol entre Londres et New York sous l'effet d'une bombe [...]

[...] Selon les Yankees, les recherches impliquaient deux agents secrets libyens. [...] On commença à tisser une légende ténébreuse contre lui, avec la participation de Reagan et de Bush père.

[...] Le Conseil de sécurité avait imposé à la Libye des sanctions qui commencèrent à être levées quand Kadhafi accepta de faire juger, dans des conditions données, les deux accusés pour le sabotage de l'avion en Écosse.

Dès lors, on commença à inviter des délégations libyennes à des réunions européennes. En juillet 1999, Londres entreprit de renouer totalement ses relations diplomatiques avec la Libye, après que celle-ci eut fait encore plus de concessions.

[...] Le 2 décembre, Massimo D'Alema, Premier ministre italien, fut le premier chef de gouvernement européen à se rendre en Libye. L'URSS et le camp socialiste européen avaient disparu, et Kadhafi avait décidé d'accepter les réclamations des USA et de l'OTAN.

[...] Début 2002, le département d'État faisait savoir que des conversations diplomatiques étaient en cours entre les USA et la Libye. [...]

Début 2003, après que la Libye eut accepté de signer un accord économique d'indemnisations avec les pays demandeurs, le Royaume-Uni et la France, le Conseil de sécurité de l'ONU leva les sanctions qu'il lui avait infligées en 1992.

Avant la fin de 2003, Bush et Antony Blair informèrent d'un accord avec la Libye, qui avait remis à des experts en renseignements britanniques et étasuniens de la documentation sur ses programmes d'armements non classiques et sur ses missiles balistiques d'une portée supérieure à trois cents kilomètres. [...] Cet accord, comme le révéla Bush, couronnait des mois de conversations entre Tripoli et Washington. Kadhafi tint ses promesses de désarmement. En quelques mois, la Libye se débarrassa de ses cinq batteries de missiles Scud-C d'une portée de huit cents kilomètres et ses centaines de Scud-B d'une portée supérieures à trois cents kilomètres parmi ses engins défensifs de courte portée.

Un marathon de visites à Tripoli démarra en octobre 2002 : Berlusconi, en octobre 2002 ; José María Aznar, en septembre 2003 ; de nouveau Berlusconi en février, août et octobre 2004 ; Blair, en mars 2004 ; le chancelier allemand Schroeder, en octobre 2004 ; Jacques Chirac, en novembre 2004. [...]

Kadhafi parcourait l'Europe en triomphe. Il fut reçu à Bruxelles en avril 2004 par Romano Prodi, le président de la Commission européenne ; en août, il fut invité par Bush ; Exxon Mobil, Chevron Texaco et Conoco Philips mettaient la dernière main à la reprise de l'extraction de pétrole par des joint ventures.

En mai 2006, les USA faisaient savoir qu'ils retiraient la Libye de la liste des pays terroristes et qu'ils renouaient pleinement les relations diplomatiques.

En 2006 et 2007, la France et les États-Unis souscrivirent des accords de coopération nucléaire à de fins pacifiques. En mai 2007, Blair visite de nouveau Kadhafi à Syrte. La British Petroleum signa un contrat de prospection de gisements de gaz « extraordinairement important », selon les informations de l'époque.

En décembre 2007, Kadhafi se rendit deux fois en France et signa des contrats d'équipements militaires et civils pour dix milliards d'euros, et en Espagne, où il eut des entretiens avec le chef de gouvernement José Luis Rodríguez Zapatero. Il signa de très gros contrats avec d'importants pays de l'OTAN.

Pourquoi donc les États-Unis et les autres membres de l'OTAN ont-ils évacué maintenant leurs ambassades en Libye ? Tout ceci est extrêmement curieux.

George W. Bush, le père de cette stupide guerre antiterroriste, avait déclaré le 20 septembre 2001 devant les élèves de l'école militaire de West Point : « Notre sécurité exigera... le recours aux forces militaires que vous commanderez et qui doivent prêtes à attaquer sur-le-champ n'importe quel sombre recoin du monde, et notre sécurité exigera que nous soyons prêts, le cas échéant, à déclencher des attaques préventives pour défendre notre liberté [...] Nous devons découvrir des cellules terroristes dans une soixantaine de pays... Aux côtés de nos amis et alliés, nous devons nous opposer à la prolifération et faire face aux régimes qui promeuvent le terrorisme en fonction de chaque cas. »

J'ajoute aujourd'hui que l'Afghanistan, un pays rebelle par tradition, fut envahi ; que les tribus nationalistes, autrefois alliées des États-Unis dans leur lutte contre l'URSS, ont été bombardées et massacrées. La sale guerre a gagné le monde entier. L'Iraq a été envahi sous des prétextes qui se sont avérés faux ; ses abondantes ressources pétrolières sont passées aux mains de sociétés yankees ; des millions de personnes ont perdu leur emploi et ont été contraintes de se déplacer dans le pays ou à l'étranger ; ses musées ont été pillés et d'innombrables citoyens ont perdu la vie ou ont été massacrés par les envahisseurs.

J'en reviens à mes Réflexions :

Une dépêche de l'AFP, daté de Kaboul aujourd'hui même, révèle : « L'année passée a été la plus meurtrière pour les civils après neuf années de guerre entre les Talibans et les forces internationales en Afghanistan : presque 2 800 morts, soit 15 p. 100 de plus qu'en 2009, a affirmé ce mercredi un rapport de l'ONU qui insiste sur les coûts humains de ce conflit pour la population.

[...] « Avec exactement 2 777 civils morts en 2010, la quantité de victimes a augmenté de 15 p. 100 par rapport à 2009, indique le rapport annuel conjoint de la Mission d'aide des Nations Unies en Afghanistan... « Le président Barack Obama a exprimé, le 3 mars, son "profond regret" au peuple afghan pour les neuf enfants tués, tout comme l'ont fait le général étasunien David Petraeus, commandant en chef de l'ISAF, et le secrétaire à la Défense, Robert Gates.

« ...le rapport de l'UNAMA souligne que le chiffre de civils morts en 2010 est quatre fois supérieur à celui des soldats des forces internationales tombés en combat cette même année.

Parlant de la Libye, j'avais écrit : Pendant dix jours, on a entendu aux Nations Unies – entre Genève et New York – plus de cent cinquante discours sur les violations des droits humains, qui ont été repris des millions de fois à la télévision, à la radio, dans la presse écrite et sur Internet.

Notre ministre des Relations extérieures, Bruno Rodríguez, est intervenu devant ses pairs réunis à Genève dans le cadre de Conseil des droits de l'homme, le 1er mars dernier. Il y a dit notamment : « La

conscience humaine s'élève contre la mort d'innocents en toute circonstance et en tout lieu. Cuba fait tout à fait sienne l'inquiétude du monde devant les morts de civils en Libye et souhaite que son peuple règle d'une manière pacifique et souveraine la guerre civile qui s'y déroule, sans aucune ingérence étrangère et d'une façon qui garantisse l'intégrité de cette nation. »

[...]

« S'il est vrai que le droit humain essentiel est le droit à la vie, alors le Conseil est-il prêt à en expulser les États qui déclenchent une guerre ? « Expulsera-t-il donc les États qui offrent un financement et une aide militaire à un autre État qui les utilise à des violations massives, flagrantes et systématiques des droits humains et à des attaques contre la population civile, comme cela se passe en Palestine ?

« Appliquera-t-il donc cette mesure à des pays puissants qui réalisent des exécutions extrajudiciaires sur le territoire d'autres États en recourant à une technologie de pointe, telle que les munitions intelligentes et les drones ?

« Qu'arrivera-t-il donc aux États qui acceptent d'héberger sur leur territoire des prisons secrètes illégales, qui facilitent le transit secret d'avions emportant des personnes séquestrées ou qui participent à la torture ? » [...]

Nous sommes contre la guerre intestine en Libye, en faveur de la paix immédiate et du plein respect de la vie et des droits de tous les citoyens, sans intervention étrangère, car celle-ci ne servirait qu'à prolonger le conflit et à favoriser les visées de l'OTAN.

Il s'est produit hier, 31 octobre, un fait qui, comme tant d'autres, atteste de l'immoralité absolue de la politique yankee. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) venait d'adopter une résolution courageuse : octroyer à l'héroïque peuple palestinien le droit de participer comme membre à part entière, par 107 voix contre 14, avec 52 abstentions. Nous savons tous pertinemment pourquoi.

La représentante des États-Unis, suivant des instructions du Prix Nobel de la paix, a aussitôt déclaré que son pays, dès cet instant, suspendait toute contribution économique à cette organisation qui se consacre à l'éducation, à la science et à la culture.

Le ton dramatique qu'a pris cette dame pour annoncer la décision était vraiment de trop : bien que cynique, tout le monde s'y attendait. Mais, comme si ce n'était pas déjà assez, une dépêche de l'AFP datée de Washington aujourd'hui à 16 h 05 nous apprend : « Après le Sommet du G20... le président (Obama) et le président Sarkozy participeront à une cérémonie à Cannes pour commémorer l'alliance

entre les États-Unis et la France », a indiqué la présidence étasunienne, qui a tenu à préciser que les deux dirigeants rencontreront aussi des « soldats étasuniens et français qui ont participé ensemble à l'opération » en Libye.

Fidel Castro Ruiz

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19